

ASIE

Corée du Nord : 10 millions de personnes ne mangent pas à leur faim

3 mai 2019

Les récoltes ont été désastreuses et une partie de la population souffre de la famine. Dix des 25 millions de Nord-Coréens sont « en état d'insécurité alimentaire aggravée », dénonce ce jeudi le Programme alimentaire mondial (Pam) de l'ONU, cité par Reuters.

« Cette nouvelle évaluation de la sécurité alimentaire dans la République populaire démocratique de Corée a montré qu'à la suite des pires récoltes en dix ans, dues à des vagues de sécheresse, de canicules et d'inondations, 10,1 millions de personnes souffrent d'une grave insécurité alimentaire », a déclaré le porte-parole principal du Pam, Hervé Verhoosel.

La production agricole du pays a connu l'an dernier sa plus faible production depuis 2008, détaille l'agence sud-coréenne Yonhap. Cette année, il devra importer 1,59 million de tonnes de céréales. Cette année cependant, seules 200 000 tonnes d'importations commerciales et 21 200 tonnes d'aide alimentaires sont prévues, note encore le Pam.

Source : Le Parisien

Japon : Shinzo Abe prêt à rencontrer Kim Jong Un "sans condition"

2 mai 2019

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe s'est dit prêt à rencontrer le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un "sans condition" afin d'établir des relations diplomatiques entre les deux voisins aux contentieux historiques, rapporte jeudi un quotidien japonais.

Considéré comme un faucon en termes de politique étrangère, M. Abe a récemment adouci sa rhétorique vis-à-vis de Pyongyang et demandé la tenue d'une rencontre avec M. Kim pour régler notamment la querelle très sensible relative aux raptés de ressortissants japonais par des agents nord-coréens dans les années 1970 et 1980.

Le Japon est une des grandes puissances qui, historiquement, affiche une des positions les plus fermes vis-à-vis de la Corée du Nord, ce qui lui a valu en retour des tirades particulièrement agressives de Pyongyang qui n'a pas hésité, en outre, à tirer des missiles au-dessus de son territoire.

Mais le leader nord-coréen a profité depuis un an de la détente sur la péninsule coréenne pour se lancer dans une spectaculaire offensive diplomatique. Le Japon est cependant le grand absent des discussions amorcées il y a un an.

Après de nombreuses rencontres ces derniers mois avec les présidents sud-coréen Moon Jae-in, chinois Xi Jinping et américain Donald Trump, M. Kim a rencontré la semaine dernière le maître du Kremlin Vladimir Poutine à Vladivostok.

Source : AFP

L'Inde et le Bangladesh frappés par un puissant cyclone, au moins 3 morts, plus d'un million de personnes évacuées

3 mai 2019

Au moins trois personnes ont péri lorsque le cyclone Fani, le plus puissant dans l'océan Indien depuis des années, a frappé vendredi l'est de l'Inde et le Bangladesh, arrachant les arbres et coupant l'eau, l'électricité et les communications.

En prévision de son arrivée, les autorités de l'Odisha, où 10.000 personnes avaient été tuées en 1999 par un cyclone, avaient fait évacuer plus d'un million de personnes, craignant une montée des eaux pouvant atteindre jusqu'à un mètre et demi.

Au Bangladesh, plus au nord, 400.000 personnes ont été évacuées de villages côtiers. Le cyclone devrait traverser des zones peuplées de plus de 100 millions d'habitants, se dirigeant vers le nord-ouest depuis l'Odisha pour traverser le Bengale occidental, où la capitale Calcutta pourrait être touchée samedi, avant d'atteindre le Bangladesh en s'affaiblissant progressivement.

En Inde plus de 3.000 centres d'accueil ont été mis en place dans des écoles et bâtiments publics. Les autorités se tiennent prêtes à larguer plus de 100.000 paquets de nourriture déshydratée si nécessaire. Au Bangladesh plus de 4.000 abris anticycloniques ont été ouverts, selon un responsable des secours, Mohammad Hashim.

L'est et le sud-est de l'Inde sont régulièrement balayés par des tempêtes tropicales entre avril et décembre.

En octobre, quelque 300.000 personnes avaient été évacuées dans les districts côtiers de l'Odisha frappés par le cyclone Titli, qui avait fait au moins deux morts.

Source : AFP

L'Eglise catholique srilankaise renonce à autoriser les messes ce dimanche

2 mai 2019

L'Eglise catholique srilankaise a renoncé à son projet d'autoriser la reprise des messes ce dimanche, en raison d'une « menace spécifique » de nouveaux attentats contre au moins deux lieux de culte sur une île endeuillée par le carnage de Pâques.

L'archevêque de Colombo, le cardinal Malcolm Ranjith, souhaitait que les messes régulières recommencent le 5 mai mais la persistance de la menace l'a conduit à reporter cette reprise indéfiniment, a déclaré à l'AFP ce porte-parole.

Au moins 257 personnes ont été tuées le 21 avril dans une série d'attaques islamistes contre trois églises et trois hôtels srilankais.

Dimanche dernier, le cardinal Malcolm Ranjith a dit une messe privée qui a été retransmise en direct à la télévision. Toutes les messes publiques avaient été annulées.

Source : RFI

Attentats au Sri Lanka : les femmes musulmanes renoncent aux tenues islamiques

1^{er} mai 2019

Redoutant les représailles après les attentats jihadistes du dimanche de Pâques, de nombreuses femmes musulmanes conservatrices au Sri Lanka ont renoncé à porter en public voiles, foulards ou robes longues traditionnelles.

Les musulmans srilankais craignent d'être la cible de vengeances depuis ces attentats coordonnés contre trois églises et trois hôtels de luxe, revendiqués par le groupe Etat islamique (EI), qui ont coûté la vie à 253 personnes le 21 avril.

A l'instar de pays européens comme la France, la Belgique ou le Danemark, où le port du voile intégral est prohibé sur la voie publique, le gouvernement srilankais a interdit lundi tout voile islamique dissimulant le visage.

Les musulmans représentent 9,5% de la population du Sri Lanka, mosaïque ethnique et religieuse de 21 millions d'habitants où les cingalais bouddhistes constituent la majorité. Les hindous (12,5% de la population) arrivent en deuxième position, les chrétiens (7%) étant la quatrième composante religieuse du pays.

Source : AFP

Afghanistan : la loya jirga appelle à un cessez-le-feu "immédiat et permanent"

3 mai 2019

La loya jirga afghane, qui s'est achevée vendredi à Kaboul après quatre jours de débats, a appelé le gouvernement afghan et les talibans à observer un cessez-le-feu "immédiat et permanent" qui démarrerait avec le ramadan en début de semaine prochaine.

Plus de 3.000 représentants afghans participaient depuis lundi à la loya jirga ("grande assemblée" en langue pachtoune). L'opposition et les partisans de l'ancien président Hamid Karzaï ont cependant boycotté l'événement, qu'ils voient comme un moyen pour Ashraf Ghani d'asseoir son autorité en vue de l'élection présidentielle prévue à l'automne.

Parmi les 23 points de la résolution finale, censée définir les limites d'un accord de paix avec les talibans, sont également évoqués "un calendrier de retrait des troupes de l'Otan", la préservation de la Constitution et de "tous les droits des Afghans, y compris les droits des femmes" ou encore l'ouverture d'un bureau politique des talibans à Kaboul.

Un cessez-le-feu de trois jours avait été observé en juin 2018 à la fin du ramadan, le premier depuis qu'une coalition internationale menée par les Etats-Unis avait chassé les talibans du pouvoir en 2001. Des scènes sans précédent de fraternisation s'étaient produites entre insurgés et membres de l'armée afghane.

L'immense espoir qu'il avait suscité n'avait cependant pas empêché l'Afghanistan de replonger dans une sombre et fratricide guerre.

Les talibans n'ont pas réagi dans l'immédiat mais avaient déjà fait savoir qu'ils rejetaient toute décision ou résolution qui serait prise.

Les insurgés, qui ont refusé l'invitation de participer à la loya jirga faite par M. Ghani, rencontrent séparément à Doha depuis mercredi l'émissaire américain pour la paix, Zalmay Khalilzad.

Les autorités afghanes, qualifiées de "marionnettes" de Washington par les insurgés, ont jusqu'à présent été tenues à l'écart de ces discussions bilatérales.

De nombreux Afghans craignent cependant qu'un accord trop hâtif entre Etats-Unis et insurgés ne compromette les avancées sociétales acquises depuis 2001.

Il s'agit de la sixième série de pourparlers entre les taliban et les Américains depuis octobre dernier.

Les taliban réclament le retrait des 14.000 militaires américains toujours présents en Afghanistan dans le cadre de la mission Resolute Support de l'Otan.

Sources : AFP, Reuters

Le fondateur d'un groupe pakistanais sur la liste noire de l'Onu

1^{er} mai 2019

Le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies a inscrit mercredi sur la liste des sanctions visant Al Qaïda et le groupe Etat islamique le chef du groupe pakistanais Jaish-e-Mohammed (JeM, ou Armée de Mahomet), a-t-on appris auprès de diplomates.

La Chine a rendu possible cette décision en renonçant à ses objections.

Le JeM, qui entretient des liens avec Al Qaïda, a revendiqué l'attentat suicide qui a fait au moins 40 morts parmi les forces de sécurité indiennes le 14 février dernier dans la région du Cachemire et a ravivé les tensions entre l'Inde et le Pakistan.

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne avaient demandé dès le mois de février que le fondateur du JeM, Masood Azhar, soit sanctionné. La Chine avait bloqué l'initiative, ainsi qu'elle l'avait déjà fait en 2016 puis en 2017. Elle a levé ses objections.

Source : Reuters

Chine : contrôle renforcé au Xinjiang

2 mai 2019

Rappel du contexte

Pékin s'est attiré de vives critiques dans le monde avec sa politique de fermeté au Xinjiang (nord-ouest) où les Ouïghours, ethnie musulmane apparentée aux Turcs, sont majoritaires.

La région compte plus de 20 millions d'habitants.

Une politique est mise en place, au nom de la lutte contre le terrorisme islamique et le séparatisme, dans cette région endeuillée ces dernières années par des attentats et des violences ethniques.

Pékin est accusé d'avoir interné jusqu'à un million de Ouïghours dans des camps de rééducation politique. Le régime communiste dément ce chiffre et parle de "centres de formation professionnelle" destinés à lutter contre la radicalisation islamiste.

HRW dénonce la surveillance quotidienne au Xinjiang grâce à une application

Les autorités chinoises utilisent une application de téléphonie mobile pour surveiller les musulmans du Xinjiang et taxent de suspects des conduites quotidiennes "totalement légales", assure un rapport de l'ONG Human Rights Watch rendu public jeudi.

Human Rights Watch a déjà fait état par le passé de l'utilisation par les autorités au Xinjiang d'un système de surveillance intitulé Integrated Joint Operations Platform (IJOP) pour rassembler des informations provenant de diverses sources.

Mais dans son nouveau rapport, intitulé "Les algorithmes de répression de la Chine", HRW étudie l'utilisation d'une application connectée à l'IJOP pour surveiller des conduites spécifiques.

Selon le rapport, les autorités du Xinjiang surveillent ainsi étroitement 36 catégories de conduites, par exemple le fait de ne pas sympathiser avec ses voisins, d'éviter d'utiliser la porte principale ou un smartphone, de faire des dons à des mosquées "avec enthousiasme" ou d'utiliser des quantités "anormales" d'électricité.

"Nos recherches montrent, pour la première fois, que les policiers du Xinjiang utilisent des informations collectées de manière illégale à propos de conduites parfaitement légales et les utilisent" contre les personnes concernées, a déclaré Maya Wang, spécialiste de la Chine pour HRW.

Plusieurs personnes ont indiqué qu'elles-mêmes ou des membres de leur famille avaient été arrêtés pour avoir WhatsApp ou un Virtual Private Network (VPN) installé sur leur téléphone, selon le rapport.

Le rapport estime que le système IJOP semble suivre les données de chacun au Xinjiang par le biais de la localisation des téléphones et des véhicules ainsi que l'utilisation d'électricité et de gaz.

Ouïghours du Xinjiang : la Chine dénonce l'ingérence de l'ONU

La Chine a rejeté ce mardi 30 avril ce qu'elle qualifie d'ingérence dans ses affaires intérieures. Cette réaction de la diplomatie chinoise fait suite aux dernières déclarations du secrétaire général de l'ONU sur la situation des Ouïghours au Xinjiang.

Le bras de fer entre Pékin et l'ONU continue. Pour le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, les droits de l'homme ne seraient qu'un « prétexte » à une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine.

L'argument revient régulièrement chez les responsables chinois lorsqu'il s'agit d'évoquer la situation de près d'un million de Ouïghours musulmans détenus, selon l'ONU, dans des camps

de rééducation, et qualifiés par les autorités de la région autonome ouïghoure, de centres de formation professionnelle destinée à lutter contre la radicalisation et le terrorisme.

La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet attend toujours de pouvoir se rendre dans le grand ouest chinois. Des visites avec des diplomates de pays musulmans, puis des diplomates des Balkans ont déjà eu lieu au Xinjiang.

Les ambassadeurs de l'Union européenne ont été approchés mais attendent toujours une invitation, les chancelleries européennes ayant demandé à aller au Xinjiang à 28, y compris la Suède qui a proposé de faciliter l'obtention du permis de séjour aux Ouïghours chinois.

Sources : AFP, RFI

Inde : 16 paramilitaires tués dans une attaque à la bombe, attribuée à des rebelles maoïstes dans l'ouest du pays (police)

1^{er} mai 2019

Ces paramilitaires indiens ont perdu la vie dans le district de Gadchiroli, dans l'Etat de Maharashtra. « Des maoïstes ont attaqué une équipe de commandos qui voyageaient en véhicule privé pour inspecter le site d'une attaque antérieure », accuse un responsable au quartier général de la police dans cet Etat, qui s'exprime anonymement via l'Agence France-Presse.

Source : RFI

L'armée birmane reconnaît la mort de villageois dans l'Arakan, l'ONU s'inquiète

3 mai 2019

L'ONU appelle au calme dans l'Arakan, à l'ouest de la Birmanie, où l'armée a reconnu, jeudi 2 mai, avoir tué six villageois armés dans cette région. Ils avaient été arrêtés pour être interrogés sur leurs liens avec l'Arakan Army, une guérilla qui réclame plus d'autonomie pour la minorité arakanaise.

Selon le porte-parole de l'armée birmane, les militaires ont dû ouvrir le feu après avoir été attaqués par les villageois détenus, tuant alors six d'entre eux, et en blessant huit autres. Ces hommes avaient été arrêtés mardi 30 avril après un raid contre un village de l'Etat de l'Arakan, et tous ceux entre 15 et 50 ans avaient été emmenés, soit près de 300 personnes.

La version officielle de l'armée birmane est pourtant remise en question. Selon un témoin cité par l'agence Reuters, les militaires n'auraient pas agi en état de légitime défense, signe que l'armée continue d'agir avec l'impunité la plus totale, selon l'organisation de défense des droits de l'homme Fortify Rights.

La situation des civils préoccupe l'ONU. Plus de 30 000 personnes ont dû fuir leurs villages à cause des combats dans l'Etat de l'Arakan, qui continue d'être écarté du cessez-le-feu provisoire proposé par l'armée birmane pour le reste du pays.

Source : RFI

Philippines : manifestations du 1^{er} mai pour dénoncer la politique de Duterte

1^{er} mai 2019

Des milliers de Philippins ont manifesté mercredi à travers le pays pour dénoncer la politique économique et sociale du président Rodrigo Duterte, à l'occasion de la Fête du travail, a constaté l'AFP.

A Manille, quelque 8.200 manifestants selon la police ont brandi des drapeaux rouges et défilé à proximité du palais présidentiel et mis le feu à l'effigie du chef de l'Etat doté de cornes et de drapeaux chinois et américain.

"Nous demandons au gouvernement de fournir un salaire correct et suffisant non seulement aux enseignants, mais à tous les travailleurs du pays", affirmé à l'AFP un manifestant, Alex Legaspi, éducateur depuis 30 ans.

Les manifestations se sont déroulées "généralement de façon pacifique et ordonnée", selon la police.

Les Philippines connaissent une croissance économique de plus de 6% mais près du quart de la population de 106 millions d'habitants vit dans la pauvreté.

Les manifestants déplorent notamment que Rodrigo Duterte ne sévisse pas contre les employeurs qui abusent des contrats de courte durée, malgré une promesse de campagne en 2016. Les salariés bénéficient de moins d'avantages et de protections avec ce type de contrats.

Source : AFP

Philippines : de nouvelles allégations contre une experte de l'ONU constituent des représailles évidentes

1^{er} mai 2019

Des experts des droits de l'homme de l'ONU ont exprimé mercredi leur vive inquiétude face aux nouvelles accusations portées par les autorités philippines contre la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz.

« Les nouvelles accusations portées contre Mme Tauli-Corpuz sont clairement des représailles pour son travail inestimable de défense des droits humains des peuples autochtones dans le monde entier et aux Philippines », ont déclaré ces experts des Nations Unies.

Le chef d'état-major adjoint pour les opérations civilo-militaires, le général de brigade Antonio Parlade, a déclaré lors d'une conférence de presse à Manille le 13 mars que les Nations Unies avaient été infiltrées par le Parti communiste des Philippines par l'intermédiaire de Mme Tauli-Corpuz.

La Rapporteuse spéciale, de nationalité philippine, a été prise pour cible à plusieurs reprises par les autorités, accusée de terrorisme et d'appartenance présumée à la Nouvelle armée populaire. L'année dernière, le porte-parole du Président a publiquement accusé la Rapporteuse spéciale de chercher à embarrasser l'administration Duterte.

Source : ONU

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

La Syrie et la Russie intensifient leurs opérations à Idlib

2 mai 2019

Contrôlés par les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda), la province d'Idlib et les territoires insurgés attenants échappent toujours au régime, qui a intensifié ces derniers mois ses bombardements, avec son allié russe.

La province et les territoires insurgés adjacents abritent quelque trois millions d'habitants, dont la moitié sont des déplacés venus d'autres bastions rebelles reconquis par Damas.

Depuis septembre 2018, Idlib fait pourtant l'objet d'un accord négocié par Moscou et Ankara, qui parraine certains groupes rebelles, prévoyant la mise en place d'une "zone démilitarisée".

Cet accord a permis à Idlib d'éviter une offensive d'envergure de l'armée syrienne mais le régime poursuit ses frappes. L'aviation russe a également bombardé récemment la province, mais de manière plus sporadique, selon l'OSDH.

Le pilonnage de cette province, mais aussi de territoires dans les régions voisines de Hama et Alep, a fait des dizaines de morts, poussant les civils à fuir pour trouver notamment refuge dans des camps de déplacés surpeuplés près de la frontière avec la Turquie.

Washington a adressé cette semaine des mises en garde aux belligérants, estimant que le retour de la violence déstabiliserait la région.

L'offensive des forces russes et syriennes a contraint des milliers de personnes à fuir vers des camps situés près de la frontière turque.

"Nous sommes tout proches d'une catastrophe humanitaire", a commenté Khaula Sawah, vice-présidente de l'Union of Medical Care and Relief Organizations -USA (UOSSM US), une ONG basée aux Etats-Unis.

Près de 140.000 personnes ont été déplacées depuis février par les combats, a annoncé mercredi l'ONU.

Déclenché en 2011 avec la répression de manifestations pro-démocratie par le régime, le conflit en Syrie a fait plus de 370.000 morts.

Sources : Reuters, AFP

Nutella accusé d'exploiter des réfugiés syriens pour récolter des noisettes

2 mai 2019

Ferrero sous-traite la récolte de l'ingrédient phare de sa pâte à tartiner à des réfugiés, parfois mineurs, pour des salaires de misère, selon le « New York Times ».

Une polémique de plus pour Nutella.

Déjà pointée du doigt pour son implication dans la déforestation liée à la surconsommation d'huile de palme, la célèbre pâte à tartiner italienne (1,7 milliard d'euros de chiffre d'affaires)

est aujourd'hui sur le banc des accusés après la publication d'une enquête du *New York Times*, qui dénonce les conditions de travail sur les exploitations de noisettes en Turquie.

Le groupe Ferrero, propriétaire de Nutella et troisième producteur de chocolat au monde, achète un tiers des noisettes produites par la Turquie, premier exportateur de ce fruit à coque. Le pays concentre 70 % de la production mondiale de noisettes.

Ses 600 000 exploitations bénéficient non seulement d'un climat favorable, mais également d'une réglementation plutôt laxiste : le Code du travail turc ne s'applique pas aux entreprises agricoles de moins de 50 employés, explique le quotidien américain.

L'été, ils sont des dizaines de milliers de travailleurs saisonniers à proposer leurs services aux exploitations de noisette. En première ligne, les réfugiés syriens, qui ont fui la guerre et l'État islamique depuis 2011 et ne bénéficient pas de permis de travail.

Trois millions de Syriens ont traversé la frontière et se sont installés en Turquie. Quelque 200 000 d'entre eux travaillent sur les exploitations de noisette. Des « recruteurs » jouent les intermédiaires moyennant une part de leur salaire négocié avec les exploitants, ce qui favorise les abus de pouvoir.

Source : Le Point

Turquie : Istanbul bouclé pour le 1er mai, des arrestations

1^{er} mai 2019

Plusieurs dizaines de personnes qui voulaient défiler dans le centre d'Istanbul pour le 1^{er} mai ont été arrêtées mercredi par les autorités qui ont déployé d'importants effectifs et bouclé plusieurs quartiers.

En parallèle, un rassemblement a été autorisé dans le district périphérique de Bakirköy.

Plusieurs milliers de personnes y étaient rassemblées avec d'importants cortèges de syndicats, d'associations et de partis politiques d'opposition, selon l'AFP.

Des rassemblements autorisés avaient également lieu dans la capitale Ankara, où plusieurs milliers de personnes ont défilé, et dans la troisième ville du pays, Izmir.

Cette manifestation survient dans un contexte politique tendu, un mois après des élections municipales et alors que le président Recep Tayyip Erdogan demande l'annulation du scrutin à Istanbul remporté par l'opposition.

Ce 1^{er} mai intervient également au moment où la Turquie traverse une période économique difficile, avec la première récession en 10 ans, une inflation à 20% et un taux de chômage en hausse.

Source : AFP

L'Iran face au durcissement des sanctions américaines sur le pétrole

2 mai 2019

Les États-Unis, en imposant de nouvelles sanctions contre l'Iran, veulent empêcher toutes les exportations pétrolières du pays.

Washington a mis fin aux dérogations qui permettaient à 8 pays d'importer encore du pétrole iranien.

La réponse est venue du président Rohani qui a affirmé encore hier que Washington ne pourra pas atteindre son but. Il a ajouté que l'Iran avait les moyens d'exporter son pétrole sans donner plus de précisions.

Mais dans le même temps, il a reconnu que les Iraniens allaient connaître une année difficile. De côté, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a affirmé que les États-Unis et Israël avaient adopté une posture de guerre et que le pays devait s'y préparer.

Le climat est très tendu pour les Iraniens, qui réagissent dans leur vie de tous les jours. Depuis plusieurs jours, on assiste de nouveau à une baisse de la valeur de la monnaie iranienne, qui a perdu en quelques jours plus de 5% de sa valeur.

Les prix de tous les produits sont également repartis à la hausse.

Il y a eu aussi des rumeurs sur une augmentation du prix de l'essence qui a provoqué un vent panique.

Depuis mercredi matin, des files d'attente de plusieurs centaines de mètres se sont formées devant toutes les stations essence.

Le gouvernement a démenti ces rumeurs, mais cela n'a pas calmé les esprits.

Tout le monde s'attend à une aggravation de la situation économique et à de fortes hausses des prix voire des pénuries.

Source : RFI

Yémen : les Houthis demandent à l'Onu de vendre du pétrole yéménite

30 avril 2019

Le mouvement Houthi qui contrôle une partie du Yémen a demandé aux Nations unies d'organiser la vente de brut yéménite, dont les revenus permettraient selon eux de financer l'importation d'essence et le paiement des salaires des fonctionnaires par l'intermédiaire de la banque centrale.

Mohamed Ali al Houthi, le chef du mouvement chiite, a notamment réclamé l'accès à un réservoir flottant amarré au large des côtes de la mer Rouge, qui pourrait contenir plus d'un million de barils.

La production et les exportations de pétrole du Yémen, la principale source de revenus du pays, ont pratiquement stoppé depuis le début du conflit il y a quatre ans, aggravant la crise humanitaire provoquée par les combats entre les Houthis et les forces du gouvernement en exil appuyées par une coalition formée par l'Arabie saoudite.

La guerre a fait des dizaines de milliers de morts et conduit une grande partie de la population yéménite au bord de la famine. Le processus de paix entamé en décembre sous l'égide des

Nations unies est au point mort, faute notamment d'accord sur le retrait des combattants du port d'Hodeïda, par lequel transite l'essentiel des importations du pays.

Dans ce contexte, les Houthis font valoir que la vente de brut permettrait d'alléger les souffrances de la population en payant les salaires des fonctionnaires et en fournissant de l'essence moins chère.

Source : Reuters

AFRIQUE

Est de la RDC : 18 ONG humanitaires appellent à agir urgemment

3 mai 2019

Dix-huit ONG appellent à une action humanitaire urgente pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes contraintes de fuir leurs villages dans l'est de la RDC, et ce suite à une série d'attaques armées depuis le 30 mars sur le territoire de Beni dans le Nord-Kivu.

Selon le communiqué de ces ONG, plus de 60 000 personnes auraient été déplacées au cours du seul mois d'avril. 7 000 d'entre elles sont hébergées dans une école primaire à 1 km de la frontière avec l'Ouganda, les autres sont réparties dans des villages.

Source : RFI

Ebola : l'épidémie a fait autour de 1000 morts en RDC

3 mai 2019

Le nombre de personnes mortes de la fièvre hémorragique Ebola avoisine les mille depuis le début de la dernière épidémie en date, qui s'est déclarée voici neuf mois en République démocratique du Congo, et la propagation du virus devrait se poursuivre de façon "intense", a déclaré vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'OMS compte utiliser un nouveau vaccin fabriqué par Johnson and Johnson, en plus du vaccin Merck déjà utilisé, a déclaré Michael Ryan, directeur exécutif du programme des services sanitaires d'urgence à l'OMS. Les violences continuent cependant de perturber la lutte contre l'épidémie, ralentissant les campagnes de vaccination et les contrôles médicaux.

Source : Reuters

Jihad en RDC : sorti de la clandestinité, Daech "opère désormais au grand jour"

2 mai 2019

C'est un bon connaisseur de la région des Grands Lacs et particulièrement des provinces congolaises agitées du Kivu où il réside. Il enquête depuis plusieurs années sur la nébuleuse islamiste dans la région de Beni où les Forces démocratiques alliées (ADF) d'origine ougandaise, sèment la mort et la désolation.

Devenus le bras armé de l'internationale jihadiste, ce sont ces rebelles musulmans opposés au président Yoweri Museveni et implantés dans cette zone frontalière de l'Ouganda qui ont mené l'attaque du 16 avril. Elle a coûté la vie à 2 soldats congolais. Et pour la première fois, l'opération a été revendiquée par l'agence de propagande de l'organisation Etat islamique.

"Les islamistes ont travaillé longtemps dans la clandestinité. Ils ne souhaitent pas que le vrai nom du groupe islamique soit connu. Ils se sont fait connaître sous le nom d'ADF, l'Alliance des forces démocratiques. Cette revendication marque la fin de plusieurs années de clandestinité", explique le journaliste Nicaise Kibel'Bel à franceinfo Afrique.

Nicaise Kibel'Bel a révélé que des fanatiques musulmans avaient installé leur base dans la forêt impénétrable du Parc des Virunga avant de mettre en place des réseaux bien structurés dans la région de Beni, devenue, selon lui, le terminal de tous les islamistes qui entrent incognito en RDC, en provenance notamment du Burundi et de la Tanzanie.

Le journaliste décrit à franceinfo Afrique un réseau bien organisé devenu insaisissable. "Il y a des transferts d'argent qui viennent notamment de l'Afrique du Sud, du Kenya, de Grande-Bretagne, des transferts d'argent par Western Union avec des noms d'emprunt. De l'argent destiné au réseau ADF."

Des combattants de Daech déçus en Syrie seraient-ils déjà arrivés dans la région ? Difficile de le savoir, répond notre confrère.

Il y a des imams étrangers qui sillonnent la région et qui recrutent des combattants surtout pendant la période du Ramadan.

Le journaliste congolais observe que, pour l'instant, la menace islamiste qui plane sur la RDC ne préoccupe nullement les partenaires de Kinshasa, y compris la mission de l'ONU pourtant présente en nombre dans le Nord-Kivu.

"Ce qu'il faut craindre avec la porosité des frontières et la faillite de l'Etat congolais, c'est que les terroristes se mettent à faire exploser leurs bombes. Ils l'ont déjà fait à six reprises. Mais ils pourraient accélérer ce mode opératoire dans des endroits publics, comme ils le font dans les pays du Sahel, au Mali ou au Burkina Faso", redoute-t-il.

Nicaise Kibel'Bel estime que les pays de la région des Grands Lacs devraient mieux coordonner leurs services de renseignements et dépasser la méfiance qui règnent entre eux. Il faut aussi, insiste-t-il, être vigilants au niveau des frontières poreuses entre les Etats de cette région pour empêcher le passage de personnes mal intentionnées.

Source : FranceInfo

Statu quo sur la ligne de front à Tripoli après les combats de la nuit

3 mai 2019

De violents affrontements ont fait rage dans la nuit de jeudi à vendredi aux abords de la capitale libyenne, Tripoli, mais aucune faction n'a été en mesure de gagner du terrain sur la ligne de front. Selon l'OMS, 345 personnes sont mortes et 1 652 ont été blessées depuis le début de cette offensive lancée le 4 avril dernier par le maréchal Haftar.

L'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar a acheminé des renforts de troupes et des armes lourdes au cours de la semaine écoulée sur le front de la capitale, dont il cherche à s'emparer.

Ces troupes n'ont cependant pas pu briser les défenses érigées dans la banlieue sud par les forces fidèles au gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale. Des combats se sont déroulés de jeudi après-midi à vendredi en début de matinée dans le secteur de l'ancien aéroport international, où la ligne de front a peu évolué.

Dans une interview que publie vendredi le Figaro, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, déplore les critiques émises contre le soutien présumé de Paris à Haftar, faisant valoir le rôle joué par l'homme fort de l'est libyen dans la lutte contre le terrorisme.

Source : Reuters

En Libye, impasse militaire et luttes d'influence étrangères

3 mai 2019

Un mois après le début de l'assaut du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli, l'impasse est totale : les positions militaires sont figées et tout dialogue semble impossible pour sortir de cet énième conflit en Libye devenue terrain de luttes d'influence entre grandes puissances.

Le 4 avril, à dix jours du début d'une conférence interlibyenne destinée à tenter de sortir le pays de huit ans de chaos, Khalifa Haftar, l'homme fort de la province orientale, s'est lancé à la conquête de Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale.

Arrivées rapidement aux portes de la capitale, ses forces de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) se sont heurtées aux troupes pro-GNA, aidées de milices venues de plusieurs villes de l'ouest, notamment Misrata, qui accusent le maréchal Haftar de vouloir instaurer une nouvelle "dictature militaire".

Après la chute en 2011 du régime Mouammar Kadhafi après huit mois de révolte, le pays pétrolier a sombré dans le chaos avec une multitude de milices qui font la loi et des luttes de pouvoir acharnées.

Dans le conflit actuel, les lignes ont peu bougé sur le terrain depuis plus de trois semaines, même si les pro-GNA ont desserré un peu l'étreinte de l'ANL avec une contre-attaque lancée le 20 avril.

De part et d'autre, les forces sont équivalentes.

"L'ANL compte 25.000 hommes : 7.000 réguliers et 18.000 membres des milices. Le GNA peut compter sur 18.000 membres des 200 milices de Misrata, la force Rada (1.500 combattants de Tripoli), la brigade de Nawasi (1.800 de Tripoli), la garde présidentielle (800).

Les forces aériennes comptent chacune une quinzaine d'appareils et une poignée d'hélicoptères", explique Arnaud Delalande, consultant sur les questions de défense spécialisé sur la Libye.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, les pays membres n'ont pas réussi à s'entendre sur une résolution britannique demandant un cessez-le-feu. La Russie s'est opposée au texte critiquant spécifiquement le maréchal Haftar alors que les Etats-Unis ont demandé du temps pour étudier la situation.

La France, accusée par le GNA de soutenir politiquement Haftar, a, elle, démenti et appelé à "un processus politique sous l'égide de l'ONU".

Les puissances régionales sont à la manœuvre.

Khalifa Haftar est soutenu par l'Egypte, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, partisans de régimes forts pour contrer l'influence des islamistes.
La Turquie et le Qatar, sont, eux, favorables au GNA.

Source : AFP

Imbroglie autour de la détention d'un enquêteur de l'ONU en Tunisie

1^{er} mai 2019

L'arrestation il y a plus d'un mois en Tunisie d'un chercheur chargé par l'ONU d'enquêter sur les trafics d'armes en Libye tourne à l'imbroglie diplomatique, Tunis peinant à justifier la détention de cet expert bénéficiant théoriquement d'une immunité.

Je précise que la Tunisie est alliée aux USA, lesquels sont alliés à l'Arabie Saoudite qui soutient le maréchal Haftar.

Tandis que l'ONU soutient le gouvernement officiel, le GNA.

Des pays étrangers sont soupçonnés d'apporter un soutien militaire ou logistique aux forces du maréchal Khalifa Haftar qui a lancé le 4 avril une offensive pour s'emparer de Tripoli.

Cet incident survient au moment où la Tunisie veut obtenir un siège de représentant non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour 2020-2021.

Moncef Kartas, un binational allemand et tunisien, a été arrêté le 26 mars à son arrivée à l'aéroport de Tunis. Il est toujours en détention, après avoir été accusé d'espionnage par les autorités tunisiennes, un crime passible de la peine de mort.

Les Nations unies, qui réclament des éclaircissements, martèlent que M. Kartas était à Tunis en mission et bénéficiait d'une immunité diplomatique en tant que membre du panel d'experts du comité des sanctions sur la Libye.

"La détention de Moncef Kartas pour des motifs fallacieux et en violation de son immunité soulève de graves questions concernant l'Etat de droit en Tunisie", ont estimé la centaine de signataires dans une pétition publiée dans des journaux européens.

La justice tunisienne semble décidée à garder M. Kartas en prison le temps de l'instruction, qui peut durer plusieurs mois, s'inquiètent les avocats.

La famille de M. Kartas déplore ne pas avoir eu de contact direct avec lui depuis son arrestation.

Pour des proches, il pourrait avoir touché une corde sensible en Tunisie en cherchant à identifier les auteurs des violations de l'embargo sur les armes visant la Libye, dans le cadre de son travail pour le comité des sanctions de l'ONU.

"Cette arrestation entrave le travail d'un panel de l'ONU, dont le rôle est particulièrement important actuellement, avec la reprise des combats et des informations sur des convois d'armes étrangers", déplore Wolfram Lacher, chercheur à l'Institut allemand pour les Affaires internationales et la Sécurité, et ami de M. Kartas.

Source : AFP

Soudan : centaines de milliers de manifestants devant un ministère à Khartoum

2 mai 2019

Des centaines de milliers de manifestants soudanais ont rejoint jeudi le sit-in en cours devant le ministère de la Défense, pour presser le conseil militaire qui dirige le pays de rendre le pouvoir à un gouvernement civil. La foule répondait à l'appel à la mobilisation lancé par une coalition d'organisations d'opposition.

Le procureur en chef du Soudan a d'autre part ordonné que l'ancien président Omar el Béchir, qui a démissionné le 11 avril sous la pression de la rue et de l'armée, soit interrogé pour blanchiment d'argent et financement du terrorisme, a-t-on déclaré jeudi de source judiciaire à Reuters.

Le procureur a ouvert une enquête en avril contre l'ex-chef de l'Etat concernant des accusations de blanchiment d'argent et de détention d'importantes sommes en devises étrangères sans motif légal. De fortes sommes d'argent ont été découvertes au domicile de Béchir, dans des valises.

L'alliance de la Déclaration des forces de liberté et de changement a annoncé jeudi avoir soumis au Conseil militaire un projet de Constitution exposant sa vision politique pour la période de transition. Elle a dit attendre de l'armée une réponse dans les deux à trois jours.

Les manifestants négocient avec le Conseil militaire de transition la mise sur pied d'un organisme composé de civils et de militaires pour diriger le pays durant une période de transition, après l'éviction d'Omar el Béchir, qui a assumé le pouvoir pendant 30 ans.

Source : Reuters

Soudan du Sud : selon l'ONU, les services secrets ont exécuté 2 personnalités

2 mai 2019

Au Soudan du Sud, deux personnalités disparues depuis janvier 2017 sont très probablement mortes et ont très probablement été assassinées par le pouvoir. C'est la conclusion d'un rapport du panel d'experts de l'ONU sur le Soudan du Sud.

L'opposant Aggrey Idri et le défenseur des droits de l'homme Dong Samuel Luak avaient été enlevés à Nairobi, au Kenya, début 2017. Depuis on était sans nouvelles d'eux. L'ONU pointe du doigt les services secrets sud-soudanais.

Les familles accusaient déjà Juba d'avoir fait disparaître Aggrey Idri et Dong Samuel Luak. Les experts onusiens confirment leurs soupçons. D'après leur enquête, les deux hommes ont fui au Kenya les 23 et 24 janvier 2017. Ils auraient ensuite été kidnappés à Nairobi par les services secrets sud-soudanais, avant d'être renvoyés à Juba sur un vol commercial le 27.

Source : RFI

Le retour toujours en suspens de Riek Machar à Juba

2 mai 2019

Au Soudan du Sud, on s'approche de la date fatidique du 12 mai. Ce jour-là, selon l'accord de paix signé en septembre devant mettre fin à la guerre civile, Riek Machar doit rentrer au pays pour devenir premier vice-président.

Mais le chef rebelle refuse pour l'instant de rentrer disant que les conditions de sécurité ne sont pas réunies et que l'accord a accumulé trop de retard. Le 12 mai un nouveau gouvernement d'union devrait être nommé, et une période de transition de trois ans s'ouvrirait jusqu'à de nouvelles élections.

Mais Riek Machar demande un délai de six mois avant son retour car, selon lui, sa sécurité n'est pas garantie. On se souvient qu'en 2016, le chef rebelle avait dû fuir la capitale sous les balles de l'armée, signant l'échec de l'accord de paix précédent.

Par ailleurs, la force chargée de protéger les VIP, notamment de l'opposition, doit comprendre 700 hommes issus de l'armée nationale et des groupes rebelles. Leur formation a commencé vendredi, mais sans l'opposition.

Le SPLM-IO, le parti de Riek Machar, demande que cette force comprenne 10 000 à 12 000 éléments. Impossible, répond le pouvoir, à cause de problèmes logistiques et financiers. L'accord de paix accumule de sérieux retards dans tous les domaines.

Mais le président Kiir refuse pour l'instant de modifier le calendrier. L'autorité sous-régionale Igad a appelé à des négociations jeudi et vendredi. Riek Machar a promis d'y participer.

Conscients du risque de voir le processus de paix capoter une nouvelle fois dans un Soudan du Sud en guerre civile depuis décembre 2013, les pays de la "Troïka", États-Unis, Royaume-Uni et Norvège, ont appelé les belligérants à trouver un compromis.

Il s'agit de la troisième tentative de faire travailler ensemble MM. Kiir et Machar, dont la rivalité a déclenché en décembre 2013 une guerre civile qui a fait plus de 380.000 morts, et poussé plus de quatre millions de Sud-soudanais, soit près d'un tiers de la population, à quitter leurs foyers.

Depuis la signature de l'accord, les combats ont largement baissé en intensité mais n'ont pas complètement cessé. Les Sud-Soudanais espèrent que MM. Kiir et Machar ont retenu le message que leur avait adressé le pape François au début avril.

A l'issue d'une retraite de deux jours au Vatican ayant réuni les dirigeants sud-soudanais, le souverain pontife avait exprimé l'espoir que "les hostilités cesseront enfin et que l'armistice sera respecté", avant de s'agenouiller pour embrasser les pieds des deux rivaux, une image qui avait fait le tour du monde.

Sources : RFI, AFP

Mali : signature d'un accord politique « historique »

3 mai 2019

Un accord politique qualifié d'« historique » par toutes les parties a été signé jeudi à Bamako : le pouvoir en place et une partie de l'opposition notamment, en présence du Premier ministre, ont jeté les bases d'une collaboration dans un gouvernement d'ouverture dont la composition pourrait être connue ce vendredi.

Le nouveau Premier ministre malien engrange incontestablement son premier succès. Boubou Cissé a signé avec la majorité présidentielle et une partie de l'opposition, en présence des mouvements signataires de l'accord de paix d'Alger, un accord politique qui porte notamment sur un dialogue inclusif pour sortir de la crise, et l'apaisement du climat social.

Le Premier ministre malien se veut optimiste : « Nous avons là une opportunité. Une opportunité unique de bâtir un Mali nouveau, un Mali fort, un Mali plus démocratique, un Mali véritablement uni où l'on ne parlerait plus ni du Nord ni du Centre ni du Sud, simplement nos frères et sœurs de nos villes, de nos campagnes où chacun se sentirait chez lui. »

Satisfaction également dans les rangs d'une frange de l'opposition malienne après la signature de l'accord.

L'accord ouvre en principe les portes du nouveau gouvernement attendu à une partie de l'opposition malienne, ainsi qu'aux ex-rebelles.

Source : RFI

Bénin : retour au calme à Cotonou, au moins 2 morts dans les violences post-électorales *2 mai 2019*

Le calme était revenu au Bénin jeudi soir pendant que la Cour Constitutionnelle donnait les résultats définitifs des élections législatives, après deux jours de violentes manifestations post-électorales, réprimées par des tirs à balles réelles, et qui ont fait au moins 2 morts, selon un nouveau bilan établi par l'AFP.

Des violences ont éclaté mercredi après-midi, peu après l'annonce des résultats provisoires des élections de dimanche, marquées par une absence de l'opposition qui n'a pas été autorisée à présenter de candidats et par un important taux d'abstention.

Deux anciens chefs de l'Etat, Boni Yayi (2006-2016) et Nicephore Soglo (1991-1996), avaient appelé le président Patrice Talon à annuler ce scrutin, qu'ils qualifient de "coup d'Etat électoral". Dès mercredi après-midi, des centaines de manifestants se sont réunis autour du domicile de Boni Yayi, dans le quartier de Cadjehoun, craignant que des policiers ne l'arrêtent.

Le président Talon est accusé d'opérer un tournant autoritaire dans son pays, jusqu'alors un modèle de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Le fort taux d'abstention, le plus haut dans l'histoire du Bénin, est considéré comme un désaveu du chef de l'Etat même s'il est assuré de voir les partis proches du pouvoir remporter la majorité au Parlement.

"Talon marchera sur nos corps" avant d'entériner la composition du nouveau Parlement, avait averti Boni Yayi en début de semaine.

Amnesty International et de nombreuses associations locales de la société civile béninoise ont dénoncé les coupures d'internet ainsi qu'un "niveau de répression alarmant" au Bénin.

Source : AFP

Ethiopie : « plusieurs dizaines » de morts dans des affrontements intercommunautaires

3 mai 2019

« Plusieurs dizaines » de personnes ont été tuées lundi dans des affrontements intercommunautaires dans l'Etat Amhara, dans le nord-ouest de l'Ethiopie, en représailles à de précédentes violences, a-t-on appris vendredi auprès des autorités de l'Etat voisin du Benishangul Gumuz.

Source : RFI

Niger : les attaques jihadistes plongent les populations dans la précarité à Diffa

2 mai 2019

Les Nations unies ont décompté 116 incidents, et 85 civils morts suite à des attaques de Boko Haram, sur le seul mois de mars. Depuis le début de l'année, au moins 19 000 personnes ont quitté leurs villages pour se réfugier dans la ville de Diffa, où la précarité s'installe davantage.

Donc en ce moment, avec le gouvernement, l'ONU et des ONG, il y a une réflexion sur comment mieux protéger ces gens, et comment le gouvernement va identifier des sites où ces gens peuvent se regrouper, et ainsi créer l'espace humanitaire pour mieux les soigner.

Source : RFI

Quand le "boom des minerais" favorise la violence en Afrique

2 mai 2019

Dans certains pays dont l'Etat est faible, comme en République démocratique du Congo, des groupes rebelles "taxent" la production minière pour financer leurs activités. Et la hausse des cours mondiaux les enrichit d'autant.

La hausse du prix des minerais peut avoir de sanglantes conséquences en Afrique. C'est ce qu'ont observé Nicolas Berman, Mathieu Couttenier, Dominic Rohner, et Mathias Thoenig dans une étude récente parue dans *The American Economic Review* et portant sur l'ensemble de l'Afrique de 1997 à 2010.

Le boom des prix de ces minerais en 2000 pourrait expliquer jusqu'à un quart des conflits en Afrique. La violence se déploie même au-delà des zones minières. Avec l'argent gagné, les rebelles déploient leurs combats en étendant leurs zones d'influence.

« Diamants de sang », « or des conflits », « coltan sanglant » les appellations sont nombreuses pour rappeler la guerre à laquelle se livrent les plus cupides.

Entre 2000 et 2009, le prix des minerais a plus que doublé en moyenne.

Ce « boom des minerais » a été largement impulsé par le rôle de nouvelles puissances, comme la Chine ou l'Inde par exemple, qui ont considérablement augmenté leur demande.

Les conséquences sur le terrain sont tout autant explosives...

Sur la période étudiée, un quart des conflits observés sur le continent africain peut être expliqué par la hausse de ces cours mondiaux !

L'étude permet d'affirmer que la hausse du prix a pour conséquence directe l'augmentation de la violence.

Rackets, extorsions ou encore profits : les groupes rebelles s'alimentent à travers la rente de ces mines. Lorsque l'État est faible, les mines sont convoitées par les groupes armés qui en font leur base arrière.

En République Démocratique du Congo (RDC), secouée depuis plus de 20 ans par la guerre, plus de 40 milices quadrillent le territoire.

Leur appétit est à la hauteur des richesses de la région : 70 % des réserves mondiales de coltan, des réserves en or, en diamant, en étain...

À la suite de l'appropriation d'un territoire minier, l'étude montre que les groupes rebelles ont trois fois plus de chance de déployer leurs combats vers d'autres régions que des groupes qui conquièrent un territoire sans minerai.

C'est la consommation des pays développés qui fait varier le prix des minerais en grande partie. La demande de produits électroniques peut ébranler durablement les régions fournisseuses de minerais. À travers son effet sur les cours mondiaux, notre consommation peut donc créer une véritable onde de choc.

Dans la région des Grands Lacs, le chemin suivi par l'argent emprunte bien souvent des canaux officieux. Selon le quotidien Le Monde, près de deux tonnes d'or filent entre les doigts des autorités locales de l'Ituri (une région du nord-est de la RDC) chaque mois, alors qu'officiellement, seulement 33 kilos sont reportés par an !

Le même schéma se répète pour le coltan. Un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies datant de 2014 a ainsi dénoncé l'évaporation des minerais congolais, en mettant en cause le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Alors que la RDC détient 70 % des réserves mondiales, le Rwanda en a été, entre 2013 et 2014, le premier exportateur mondial.

Les milices ne sont pas les seuls éléments perturbateurs de ces régions. Mais parmi ceux qui en payent le prix, les populations sont les premières touchées. Travail forcé, main d'œuvre peu chère, non-respect des droits individuels sont le lot quotidien des mineurs africains. Derrière cette force laborieuse quasi gratuite, le risque d'émeutes ou révoltes accroît aussi l'insécurité.

Source : FrancetvInfo / Claire Lapique en collaboration avec Nicolas Berman, article publié dans la revue « Dialogues économiques » de l'AMSE, en partenariat avec The Conversation France.

La corruption freine le développement des économies africaines

3 mai 2019

La lutte contre la corruption est aujourd'hui au centre des réflexions de la Banque africaine de Développement (BAD). Selon son président, Akinwumi Adesina, elle ferait perdre chaque

année 148 milliards de dollars à l'Afrique. La corruption, c'est aussi des routes et des hôpitaux mal construits en raison de matériaux de mauvaise qualité.

La corruption est l'un des freins majeurs au développement du continent africain. Selon l'indice Transparency International, la plupart des pays africains se trouve dans le bas du classement. Elle coûterait à l'Afrique près de 25% de sa richesse chaque année.

C'est considérable. Quand on sait que le coût pour éclairer l'Afrique et lui apporter de l'énergie s'élève à 55 milliards de dollars par an, on se rend compte à quel point la corruption affaiblit le continent.

"Les gros investissements privés sont freinés par les risques de malversations et de corruption. Les plus petites entreprises sont entravées par les mêmes fléaux qui faussent le jeu de la concurrence", affirme l'OCDE et la BAD dans un rapport commun.

Les entreprises, qui ont besoin d'autorisations administratives, sont les plus susceptibles de corruption dans le cadre des appels d'offres relatifs aux marchés publics. Autre explication, les bas salaires du secteur public ont pour conséquence d'inciter les fonctionnaires à chercher un complément pour leurs revenus en sollicitant des pots-de-vin.

L'importance des matières premières dans les économies africaines est un facteur aggravant, le secteur extractif étant particulièrement sujet aux malversations et à la corruption. La corruption dans les affaires peut avoir des effets sociaux dévastateurs.

Les pots-de vin une fois payés, les entreprises font en sorte d'en récupérer le coût par la vente de produits de moindre qualité. Les infrastructures peuvent être mal exécutées, les routes mal construites, les hôpitaux s'effondrent en raison de l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité, les écoles sont sous-équipées.

"Il n'est pas surprenant que 83% des décès dus à l'effondrement de constructions dans les tremblements de terre au cours des 30 dernières années aient eu lieu dans les pays où règne la corruption", affirme Transparency International.

Aujourd'hui, les entreprises encourent des risques judiciaires graves. Et elles peuvent également être exclues des appels d'offre publics nationaux, ainsi que des marchés d'institutions financières internationales.

Source : FranceInfo

Cyclone Kenneth au Mozambique : l'OMS mobilisée pour faire face au risque de choléra *3 mai 2019*

Après le passage du cyclone Kenneth au moins 188.600 personnes ont besoin d'une assistance sanitaire dans le nord-est du Mozambique où une épidémie de choléra risque de voir le jour, alerte l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Kenneth, le second cyclone à avoir frappé le Mozambique en six semaines - a causé d'importantes destructions et des déplacements massifs de population dans la province dans le

nord-est du pays. Le cyclone a exacerbé les risques sanitaires notamment de choléra avec de fortes pluies, des inondations et la multiplication de latrines à l'air libre.

Avant même que Kenneth ne frappe, la population de la région était déjà vulnérable en raison de la fragilité du système de santé et de la faiblesse des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

« Il est encore temps de gérer le risque de choléra, mais nous devons agir maintenant », a déclaré jeudi le Dr Djamila Cabral, Représentante de l'OMS au Mozambique, alors que les fortes pluies et les inondations se poursuivaient.

La direction provinciale de la santé intensifie ses efforts pour la création d'un centre de traitement du choléra à Pemba et Macomia. Les autorités mozambicaines sont en train de mettre en place un hôpital de campagne à Macomia, avec le soutien de Médecins sans frontières (MSF), doté d'un approvisionnement d'un mois.

Après le passage du cyclone Idai en mars qui a coûté la vie à plus de 1.000 personnes, une équipe de l'OMS composée d'épidémiologistes, de spécialistes de la santé publique et de logisticiens avait été déployée à Beira.

L'équipe a été redéployée à Cabo Delgado pour évaluer l'impact du cyclone Kenneth sur la santé de la population. « Nous avons eu une réponse incroyablement rapide à Beira et nous devons faire le même travail à Cabo Delgado », a dit le Dr. Cabral.

En raison du manque d'accessibilité, l'ampleur des dommages causés au système de santé et les risques accrus pour la santé ne sont pas encore connus. L'OMS est aux côtés du Ministère de la santé mozambicain pour évaluer la situation sur le plan sanitaire.

Source : ONU

Nouveau vendredi de manifestation à Alger contre l'élite au pouvoir

3 mai 2019

Des milliers de manifestants, réclamant le départ de l'élite au pouvoir en Algérie, se sont rassemblés dans le calme dans la capitale Alger, pour le onzième vendredi consécutif, en scandant "Nous ne nous tairons pas!", ont rapporté des témoins.

Le président Abdelaziz Bouteflika a démissionné voici un mois, après avoir passé vingt ans à la tête du pays, cédant aux pressions de l'armée après des semaines de manifestations de rue en faveur du changement.

Les contestataires poursuivent néanmoins leur mouvement en réclamant le départ de l'élite qui dirige le pays depuis l'indépendance en 1962. Bouteflika a été remplacé par Abdelkader Bensalah, président de la chambre haute du parlement, qui assume l'intérim à la tête du pays pour une durée de 90 jours, jusqu'à la tenue de l'élection présidentielle fixée au 4 juillet.

Les manifestants demandent à Abdelkader Bensalah, tout comme au Premier ministre Noureddine Bedoui, nommé par Bouteflika quelques jours avant sa démission, de quitter le

pouvoir. "Vous devez partir !", "Bandits, vous avez détruit le pays !", lisait-on vendredi sur les banderoles des manifestants.

Aucune partie ne semble prête à céder et certains observateurs pensent que le pouvoir mise sur un essoufflement de la mobilisation durant le mois de ramadan qui commence dans les prochains jours.

Un mois de jeûne et de privation, durant lequel les Algériens se couchent souvent tard et au fur et à mesure duquel la fatigue se fait de plus en plus sentir.

Pour pallier à la fatigue, la faim et la soif de la journée, la plupart des manifestants proposent de déplacer pendant le ramadan les marches le soir, après le "ftor", la rupture du jeûne.

Sources : Reuters, AFP

Pacification à Madagascar

3 mai 2019

Une consolidation du processus démocratique à Madagascar est en cours, dans un pays qui pendant trois décennies a connu beaucoup d'instabilité et de régression économique, sociale et culturelle.

Dialogue politique entre Madagascar et l'UE pour resserrer les liens

À Madagascar, une réunion de dialogue politique entre l'Union européenne et l'État malgache s'est tenue ce jeudi 2 mai. C'est la première fois que les ambassadeurs de l'Union européenne et les autorités tiennent cette réunion depuis la prise de fonction du président Andry Rajoelina.

L'UE a débloqué 232 millions d'euros pour réhabiliter deux routes nationales en piteux états et qui permettent d'accéder à deux grandes villes portuaires enclavées à quelque 1 000 km de la capitale.

L'Union européenne a aussi signalé sa disponibilité à reprendre les négociations pour un nouvel accord de pêche.

À moins d'un mois d'élections législatives, la question sécuritaire a aussi été abordée.

Les autorités malgaches se sont voulues rassurantes indiquant « s'engager à mener une lutte ferme contre l'insécurité pour que soit garantie la stabilité sociale et économique ». Plusieurs centaines de militaires ont été déployés dans le pays depuis le début de l'année pour lutter notamment contre le vol de bovidés.

Madagascar a tourné la page de l'instabilité politique, se félicite l'envoyé de l'ONU

Un an après avoir été chargé par le Secrétaire général de l'ONU de jouer un rôle de médiateur dans la crise politique à Madagascar, Abdoulaye Bathily se félicite du succès de cette médiation qui a permis au pays de sortir de l'impasse et de tourner la page de l'instabilité politique.

Selon lui, la médiation a réussi pour deux raisons : la communauté internationale a parlé d'une même voix et a eu une même stratégie sur la crise malgache et il y a eu une prise de conscience, « un sursaut », de la part des acteurs malgaches. Les institutions et les acteurs malgaches ont aussi joué un rôle déterminant pour sortir de l'impasse politique.

M. Bathily a également cité le rôle joué par la Commission électorale nationale indépendante, qui, grâce à un appui politique, financier et matériel de la communauté internationale, « a pu assurer son indépendance et sa neutralité face aux partis en compétition ».

Il s'est félicité du respect de la disposition de la Constitution prévoyant que le Président sortant quitte ses fonctions 60 jours avant l'élection s'il se représente. Le Président en exercice d'alors Hery Rajaonarimampianina a démissionné en septembre 2018.

L'envoyé de l'ONU s'est aussi félicité de la formation d'un gouvernement de consensus, composé de plusieurs partis politiques, en juin 2018 à la suite de l'intervention de la communauté internationale.

« Ce gouvernement a joué pleinement son rôle pour la continuité de l'Etat et il n'y a pas eu trop de disputes en son sein », a-t-il souligné. Il a mentionné aussi le rôle de la société civile, des femmes, des jeunes, et des organisations religieuses, dans ce processus, et a salué le fait que l'armée soit « restée, pour une fois, en dehors du processus ».

M. Bathily a enfin salué le rôle joué par l'un des principaux opposants, ensuite élu Président, Andry Rajoelina, qui a fait des concessions, ce qui a permis la formation du gouvernement. Selon l'envoyé de l'ONU, un des symboles du succès de ce processus fut la présence des 36 candidats à l'inauguration du nouveau Président en janvier 2019.

Madagascar se prépare à des élections législatives prévues le 27 mai 2019, avec un appui technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Pour le moment, les choses semblent se dérouler normalement », a dit Abdoulaye Bathily.

Le Président a souhaité convoquer un référendum pour réviser la Constitution jumelé avec les élections législatives, mais la Haute-Cour constitutionnelle a décidé qu'il ne pouvait pas le faire dans les termes et les conditions actuelles.

Avec la fin de la crise politique à Madagascar, la médiation d'Abdoulaye Bathily va prendre fin. Les Nations Unies ont une équipe pays sur place avec une Coordonnatrice résidente qui va mettre en place un dispositif de soutien « dynamique et massif dans tous les domaines », a-t-il expliqué.

Sources : RFI, ONU

Le salaire minimum augmente de 19% à Madagascar

2 mai 2019

Les syndicats des travailleurs et le patronat se sont mis d'accord pour mettre en place cette hausse du SMIG. C'était une promesse de campagne d'Andry Rajoelina.

Une augmentation qui va bénéficier à peu de travailleurs puisque 90% d'entre eux sont dans le secteur informel.

Un salaire minimum qui ne permettra pas aux travailleurs de passer au-dessus du seuil de pauvreté, explique Barson Rakotomanga, secrétaire général de la Solidarité syndicale de Madagascar, plate-forme qui regroupe une quarantaine d'organisations.

Et pour les petites et moyennes entreprises, cette hausse de salaire est un coût très important, précise Erick Rajaonary, président du Groupement du patronat malgache. Un prochain atelier de travail entre syndicats de travailleurs, patronat et l'État doit avoir lieu début juin.

Source : RFI

Afrique du Sud : la commission électorale craint de possibles cyberattaques

3 mai 2019

L'Afrique du Sud se rend aux urnes la semaine prochaine pour élire son prochain président. Le grandissime favori est Cyril Ramaphosa, le candidat de l'ANC, qui est crédité de plus de 50% des intentions de vote.

La commission électorale a dévoilé jeudi 2 mai ses démarches pour assurer la bonne tenue des élections et pour éviter les risques de manipulation. L'institution craint particulièrement les éventuelles cyberattaques.

La commission électorale sud-africaine assure vouloir éviter des scénarios comme aux Etats-Unis et au Nigeria, où la déstabilisation est venue d'internet et des réseaux sociaux. Les cyber-attaques sont en effet en hausse de 22% depuis l'an dernier. On ne compte pas moins de 13 000 piratages informatiques tous les jours en Afrique du Sud.

La commission électorale propose une plateforme virtuelle pour surveiller les éventuels agents de désinformation sur les réseaux sociaux. Et un travail main dans la main avec les autorités du pays, aussi bien la police que les renseignements.

Source : RFI

Kenya : une page Facebook utilisée pour faire la chasse aux gangsters fermée

2 mai 2019

Une page Facebook suspectée d'appartenir à un escadron de la mort de la police kényane a été fermée par le réseau social. Baptisée « Nairobi Free Crime », très suivie, elle était connue pour diffuser des photos violentes de présumés criminels exécutés de façon extrajudiciaire.

La police kényane est soupçonnée d'utiliser Facebook pour repérer des criminels présumés et les exécuter en dehors de tout cadre légal. Des actes dénoncés par des défenseurs des droits de l'homme et objets d'une enquête de la BBC il y a deux semaines.

Depuis quelques années, plusieurs pages ont en effet été créées sur le réseau social. Y sont publiées des images de jeunes gangsters, de leurs crimes, de leurs zones d'opération ou encore des armes qu'ils possèdent.

Quelques jours ou semaines plus tard, ces criminels sont retrouvés assassinés. Des images très violentes de leurs corps sont alors postées sur ces mêmes pages Facebook, avec en commentaire des avertissements pour les membres de gangs encore en liberté.

Voyant leur profil apparaître sur certaines pages, des jeunes des quartiers sont entrés dans la clandestinité, d'autres ont demandé la protection de défenseurs des droits de l'homme. Les ONG soupçonnent la police de gérer ces profils Facebook. Mais les forces de l'ordre démentent.

Alerté à plusieurs reprises, Facebook s'était jusqu'à présent contenté de flouter des photos. Le réseau social vient finalement de supprimer la page « Nairobi Free Crime », suivie par 300 000 personnes.

Source : RFI

Maroc : une pétition dénonce les pressions subies par l'historien Maâti Monjib

2 mai 2019

Plus de 140 universitaires ou intellectuels étrangers ont signé une pétition qui relate le harcèlement subi par Maâti Monjib, professeur d'histoire à l'université Mohamed V de Rabat et président de l'association Freedom Now, qui défend la liberté de la presse et de conscience.

En 2015, le ministère de l'Intérieur lui avait interdit de quitter le territoire. Après 24 jours de grève de la faim, Maâti Monjib avait récupéré ce droit. Aujourd'hui, c'est le ministère de l'Enseignement qui, dit-il, lui refuse l'autorisation de quitter le Maroc pour un motif professionnel.

Le dernier épisode remonte à mi-février. Sa tutelle lui a interdit de s'absenter pour assister à la soutenance de thèse d'une chercheuse de l'École normale supérieure (ENS) en France. Il décide de s'y rendre malgré tout.

Mi-avril, il est informé qu'une procédure d'abandon de poste a été lancée contre lui, puisqu'il s'est absenté deux mois. Or, son absence n'a duré en fait que quelques jours. Ses collègues témoignent par écrit qu'il est bien rentré et travaille comme il se doit.

Pour échapper à la sanction, on lui demande de signer un formulaire de reprise du travail. Ce qu'il refuse. Du coup on lui a dit qu'il allait être licencié.

Pour protester, Maâti Monjib entre en grève de la faim en fin de semaine dernière pour 48 heures. Depuis, aucune nouvelle, si ce n'est la crainte de la sanction.

Maâti Monjib se dit persécuté de façon permanente. Il est aussi toujours suspendu à une décision de justice. Poursuivi pour atteinte à la sécurité de l'État avec plusieurs journalistes, il attend toujours son procès qui a déjà été reporté une quinzaine de fois.

Source : RFI

RELATIONS INTERNATIONALES

A l'ONU, Berlin, Londres et Paris rudoyés par leur vieil allié américain

2 mai 2019

Au Conseil de sécurité, les Etats-Unis sont sans gants avec leurs vieux et plus proches alliés européens, Berlin, Londres ou Paris. Menaces de veto, projets de texte concurrents... Une posture sans précédent, selon certains à l'ONU.

"C'est hallucinant !", s'exclame un diplomate européen sous couvert d'anonymat, atterré de voir le peu d'appétence des Etats-Unis pour la négociation et leur indifférence à se retrouver isolés sur la scène internationale. "De mémoire, jamais vu une administration américaine aussi opposée à ses alliés traditionnels", ajoute un autre diplomate, également sous anonymat.

En cette fin de semaine, les 15 membres du Conseil de sécurité participent à une retraite annuelle dans les environs de New York, mais les espoirs sont minces de voir les Occidentaux retrouver leur entente d'antan.

En décembre, la foudre américaine s'est abattue sur le Royaume-Uni. Dans un texte britannique sur le Yémen, Washington a voulu cibler l'Iran et supprimer des critiques visant l'Arabie saoudite, agitant la menace d'un veto.

Humiliation supplémentaire, les Etats-Unis ont sorti à la surprise générale un texte concurrent pour imposer leurs idées. Choqués, les Européens sont encore marqués aujourd'hui par cet épisode.

A la mi-avril, nouvelle incompréhension. Après en avoir discuté en "P3" (un format réunissant Washington, Londres et Paris), les Britanniques distribuent au Conseil de sécurité un projet de cessez-le-feu pour la Libye.

Le même jour, Donald Trump parle au téléphone de l'avenir de ce pays avec le maréchal Khalifa Haftar qui tente de s'emparer militairement de Tripoli... Londres était-il au courant de cet appel ? Sans soutien américain, le Royaume-Uni a été contraint de remballer son texte.

La semaine dernière, c'est au tour de Berlin de capituler devant la Maison Blanche. Auteure d'un texte sur les violences sexuelles dans les conflits, l'Allemagne, sous la menace d'un veto américain, en a retiré toutes les mentions relatives à la justice internationale et aux droits sexuels reproductifs des victimes.

"Nous ne pouvons transiger avec les lois américaines", explique-t-on à Washington qui craint un encouragement à l'avortement, visé par des restrictions aux Etats-Unis. Et "les Allemands se sont obstinés jusqu'à la fin", regrette-t-on de même source.

Le Venezuela irrite aussi les Européens, jugeant "insupportable" que des responsables américains viennent à tour de rôle se servir de la tribune de l'ONU pour réclamer un changement de régime.

Pour Richard Gowan, du centre de réflexion International Crisis Group, "l'absence d'unité stratégique entre les Occidentaux au Conseil de sécurité crée un boulevard diplomatique à la Russie et la Chine pour faire avancer leurs intérêts à New York".

Source : AFP

Les ânes africains sont massacrés pour fournir la médecine traditionnelle chinoise

2 mai 2019

La mixture obtenue à partir de la peau de ces animaux est un ingrédient très utilisé. Après les tigres traqués pour leurs os aux vertus supposément aphrodisiaques et les rhinocéros mutilés en raison de leur corne qui soignerait le cancer, c'est au tour des ânes de voir leur population menacée par les croyances de la médecine traditionnelle chinoise.

Des milliers de spécimens sont massacrés à travers le monde pour subvenir à la demande en ejiao, une mixture obtenue à partir de la peau de ces équidés, utilisée en médecine traditionnelle chinoise pour traiter l'anémie, les problèmes de reproduction et l'insomnie. Également employé dans des cosmétiques, l'ejiao est un marché à plusieurs millions de dollars.

Pour obtenir l'ejiao, il faut faire bouillir la peau des ânes pour en extraire la gélatine, substance principale de ce remède, dont l'efficacité n'est pas prouvée. Selon un rapport publié en 2016 par l'agence de presse publique chinoise Xinhua, environ 4 millions de peaux d'ânes sont nécessaires chaque année pour produire suffisamment d'ejiao pour le marché chinois.

La Chine, dont la population d'ânes ne dépasse pas les 2 millions de bêtes, se tourne donc vers des pays en développement en Afrique ou en Amérique du Sud, pour importer des peaux à bon prix.

L'abattage à échelle industrielle de ces mammifères préoccupe aujourd'hui de nombreuses associations de protection des animaux.

Alors que le braconnage décime déjà la faune sauvage africaine, le commerce de peaux d'ânes est à l'origine de massacres sans précédent pour ces animaux domestiqués par les êtres humains il y a plus de 5.000 ans.

Face à la demande croissante de peaux, les associations et les autorités tentent d'endiguer le phénomène. L'association de protection des ânes Donkey Sanctuary, qui en décembre 2017 était parvenue à convaincre le géant du commerce en ligne eBay de cesser la vente d'ejiao, fait donc pression sur les gouvernements africains.

Un travail de longue haleine qui commence à porter ses fruits puisqu'en 2017, le Botswana et la Tanzanie ont suivi l'exemple du Niger, qui interdit les exportations et restreint le commerce des peaux d'ânes depuis 2016.

Source : Slate

Un Canadien condamné à mort en Chine pour trafic de drogue

1^{er} mai 2019

La justice chinoise a condamné à mort un ressortissant canadien mardi pour production et trafic de méthamphétamine, sur fond de tensions entre Pékin et Ottawa depuis l'arrestation au Canada de la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei.

La peine capitale a été infligée à Fan Wei, considéré comme un des responsables du trafic.

"Nous sommes extrêmement préoccupés par cette condamnation", a déclaré aux journalistes la ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, dénonçant le recours à la peine capitale qu'elle a décrit comme une "sentence inhumaine".

Fan Wei est le deuxième ressortissant canadien condamné à mort en Chine pour trafic de drogue cette année. Les relations sino-canadiennes se sont tendues depuis l'arrestation à Vancouver le 1^{er} décembre de Meng Wanzhou, la directrice financière de Huawei, sur demande des États-Unis qui réclament son extradition.

Source : Reuters

AMERIQUES

États-Unis : le chômage à son plus faible niveau depuis un demi-siècle

3 mai 2019

C'est une bonne nouvelle pour Donald Trump. Les créations d'emplois ont été supérieures aux attentes aux États-Unis en avril. Le taux de chômage est tombé à 3,6%.

Selon le département du Travail, un taux de chômage aussi bas n'a pas été atteint aux États-Unis depuis décembre 1969, il y a donc près d'un demi-siècle.

De nombreux experts s'attendaient à tort à un ralentissement de l'économie, notamment du fait de la guerre commerciale engagée par la Maison Blanche contre la Chine.

Autre bonne nouvelle pour Donald Trump, les salaires continuent de progresser, ainsi que les bénéfices des entreprises américaines.

Ces données suggèrent une croissance robuste et fournissent un argument décisif pour les républicains à l'approche de la campagne présidentielle de 2020.

Le président a d'ailleurs immédiatement réagi à la parution de ces chiffres : il a tweeté trois fois de suite le mot emplois en lettres capitales.

Source : RFI

A la Chambre des représentants, une poule (mouillée) pour incarner l'Attorney General

3 mai 2019

Le président de la commission des Affaires judiciaires de la Chambre des Représentants, le démocrate Jerrold Nadler, a donné jusqu'à lundi matin à l'Attorney General, William Barr, pour communiquer aux élus du Congrès l'intégralité du rapport du procureur spécial Robert Mueller sur l'enquête russe.

En refusant de venir s'expliquer jeudi devant la commission des Affaires judiciaires de la Chambre des représentants, le chef du département américain de la Justice, William Barr, s'est exposé aux critiques acerbes des démocrates brocardant sa lâcheté.

Steve Cohen, élu de Memphis, dans le Tennessee, est arrivé lui en salle de commission avec un panier de volaille frite d'une marque célèbre du Kentucky et une figurine de poulet qu'il est venu poser devant le fauteuil où l'Attorney General aurait dû prendre place.

"Cette poule mouillée de Barr aurait dû se montrer aujourd'hui et répondre à des questions", a-t-il dit à la presse.

"Mais il a eu peur d'être interrogé par des avocats. S'il avait confiance dans la légalité de ses actions, il n'aurait pas eu peur.

La commission comptait interroger l'Attorney General sur sa gestion du rapport du procureur spécial Robert Mueller sur l'enquête russe. Barr a refusé de venir en invoquant un désaccord sur les conditions de son audition. Il avait été entendu la veille pendant plus de quatre heures par la commission sénatoriale des Affaires judiciaires, où les républicains sont majoritaires.

Les démocrates, majoritaires à la Chambre, l'accusent d'avoir cherché à protéger Donald Trump en présentant une image faussée du rapport Mueller dans la synthèse qu'il en a faite fin mars. Le rapport Mueller détaille une série d'actions engagées par Donald Trump pour tenter d'entraver l'enquête sur l'ingérence russe présumée.

La note de quatre pages de William Barr affirmait que rien ne permettait d'imputer au président de possibles actes d'entrave à la justice alors qu'une version expurgée du rapport Mueller, publiée quatre semaines plus tard, brosse un tableau différent de la situation en décrivant une dizaine de cas dans lesquels Trump semble avoir tenté de faire obstacle à l'"enquête russe".

Par ailleurs, le président démocrate de la commission des Affaires judiciaires de la Chambre des représentants a dit mercredi chercher à fixer une date pour l'audition du procureur spécial Robert Mueller sur les conclusions de son enquête sur le rôle de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 et une éventuelle entrave à la justice de Donald Trump.

Dans une lettre adressée à l'Attorney General (ministre de la Justice) William Barr, Mueller souligne que la synthèse que celui-ci avait fait du rapport fin mars, avant qu'il ne soit rendu public, n'a pas "reflété complètement le contexte, la nature et la substance du travail de ce bureau et ses conclusions".

Source : Reuters

Les experts de l'Onu dénoncent la condamnation disproportionnée d'Assange, qui s'oppose à la demande américaine d'extradition

3 mai 2019

Les experts du Comité des droits de l'homme de l'Onu ont fait part vendredi de leur préoccupation au surlendemain de la condamnation de Julian Assange à 50 semaines de prison pour violation des termes de sa liberté conditionnelle.

Assange est emprisonné dans la prison de Belmarsh, un établissement de haute sécurité situé dans l'Est londonien, "comme s'il avait été condamné pour un crime d'une extrême gravité", a déploré le Comité.

Julian Assange a été arrêté le 11 avril dernier par la police britannique à l'ambassade d'Equateur à Londres, où il s'était réfugié en 2012.

Il a déclaré jeudi devant un tribunal londonien qu'il s'opposait à son extradition vers les Etats-Unis.

La justice américaine veut poursuivre le co-fondateur du site WikiLeaks pour "piratage informatique" dans le cadre de la publication en 2010 de centaines de milliers de documents confidentiels, dont des rapports militaires en Afghanistan et en Irak ainsi que des notes diplomatiques.

Source : Reuters

États-Unis : Facebook supprime les comptes de personnalités controversées

3 mai 2019

Facebook annonce le bannissement définitif de six personnalités influentes américaines accusées de promouvoir l'antisémitisme, le racisme et le complotisme. Parmi eux, figure le célèbre Louis Farrakhan, leader de l'organisation Nation of Islam, ou encore Alex Jones, le fondateur du site Infowars.

Le réseau social régulièrement accusé de ne pas en faire suffisamment contre les contenus extrémistes assure avoir « toujours interdit les individus ou organisations qui promeuvent ou se livrent à la violence et la haine, quelle que soit l'idéologie ».

Selon Facebook, les comptes de ces six personnalités entrent dans la catégorie « individus et organismes dangereux ». Ils sont donc supprimés définitivement ainsi que tous les contenus qui leur sont liés. Les bannissements sont donc également valables sur Instagram.

Parmi eux, figure notamment le célèbre et bouillonnant Alex Jones, sans doute le conspirationniste le plus célèbre et influent des États-Unis. Figure de l'extrême droite américaine, proche de l'ancien conseiller sulfureux de Donald Trump, Roger Stone.

Contre lui, Facebook réagit avec retard sur les autres plateformes, comme Twitter, Apple et YouTube qui l'ont déjà banni lui et son site Infowars en 2018. Autre figure très influente définitivement expulsée de Facebook : le célèbre Louis Farrakhan.

À 85 ans le leader de Nation of Islam, groupe dont Malcom X fut membre en son temps, est expulsé en raison de ses vidéos violemment antisémites. Son expulsion a été dénoncée par le rappeur Snoop Dogg. Moins connues du grand public les quatre autres personnalités sanctionnées sont néanmoins extrêmement influentes au sein de l'alt right américaine.

Très critiqué fin mars pour avoir laissé diffuser en direct par le tueur, l'intégralité du massacre de la mosquée de Christchurch en Nouvelle-Zélande, Facebook avait promis de faire davantage contre ce type de contenus.

Source : RFI

Moore n'est plus candidat à un poste à la Fed, dit Trump

2 mai 2019

Stephen Moore, le candidat retenu par Donald Trump pour un poste de gouverneur de la Réserve fédérale, s'est retiré du processus après des semaines de polémique autour de ses opinions changeantes sur les taux d'intérêt et de ses commentaires jugés sexistes concernant les femmes, a annoncé jeudi le président américain.

Source : Reuters

Les Représentants à l'offensive contre Trump sur le climat

2 mai 2019

La Chambre des représentants, dominée par les démocrates, a adopté jeudi son premier projet de loi depuis dix ans sur les changements climatiques, votant pour un texte censé obliger

l'administration Trump à maintenir les Etats-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat, conclu en 2015.

Le projet de loi "Climate Action Now" impose à Donald Trump de mettre en œuvre un plan pour que les Etats-Unis atteignent les objectifs auxquels ils ont souscrit en vertu de l'Accord de Paris sur la réduction des émissions à effet de serre. Donald Trump s'en tient à sa décision, prise en 2017, de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris.

Source : Reuters

États-Unis : le glyphosate ne serait pas cancérigène, dit l'agence américaine EPA

1^{er} mai 2019

Nouvel élément dans le dossier du très controversé glyphosate. L'herbicide utilisé notamment dans le Roundup de Monsanto n'est pas cancérigène, c'est en tout cas ce qu'affirme l'Agence américaine de protection de l'environnement, l'EPA, qui recommande cependant de nouvelles mesures pour réduire son risque environnemental.

Une affirmation qui vient contredire plusieurs décisions récentes de la justice américaine qui ont estimé que ce produit chimique contenu dans de nombreux herbicides était à l'origine de cancers.

À l'instar de ses homologues dans neuf autres pays, l'Agence américaine de protection de l'environnement estime qu'il n'y a aucun risque de santé publique lié à l'utilisation de cet herbicide.

Le glyphosate a été classé en 2015 comme probablement cancérigène par le Comité international de recherche sur le cancer (CIRC), une émanation de l'Organisation mondiale de la santé. Un avis critiqué par une partie de la communauté scientifique.

Dès lors, que croire ?

En revanche, selon l'agence américaine, le produit a un effet sur l'environnement. Et l'EPA assortit d'ailleurs son avis de nouvelles recommandations d'utilisation. Le but est ainsi de limiter l'impact de l'herbicide sur les insectes pollinisateurs notamment.

Source : RFI

Venezuela : l'Espagne exclut de livrer l'opposant Leopoldo Lopez aux autorités

3 mai 2019

À peine libéré par un groupe de militaires mutins, l'opposant Leopoldo Lopez est déjà menacé d'arrestation. C'est ce qu'a annoncé jeudi 2 mai le Tribunal suprême de justice, proche de Nicolas Maduro. L'Espagne a exclu de remettre l'opposant aux autorités alors qu'il est actuellement réfugié dans l'ambassade du pays à Caracas.

Jusqu'à sa libération mardi dernier, Leopoldo Lopez était le prisonnier politique le plus célèbre du Venezuela. Opposant de longue date au gouvernement chaviste, il avait été arrêté en 2014

pour avoir encouragé les manifestations contre le président Nicolas Maduro qui avaient fait des dizaines de morts.

Ce personnage charismatique et controversé, critiqué par les uns, adoré par les autres, est soupçonné d'avoir joué un rôle important ces dernières semaines dans l'ombre de Juan Guaidó, dont il est l'un des mentors.

Lors d'un point presse depuis l'ambassade d'Espagne où il s'est réfugié, il a affirmé avoir discuté avec de nombreux militaires prêts à rejoindre l'opposition. « Pendant plus de trois semaines, j'ai organisé des réunions chez moi où j'étais en résidence surveillée. Et je peux vous dire que ce qui a commencé le 30 avril est un processus irréversible. »

Le président vénézuélien accuse Lopez d'avoir dirigé personnellement « une tentative de coup d'État » mardi 30 avril avec Juan Guaidó, et il s'est engagé à « punir tous les traîtres » qui ont participé à l'opération.

Pourtant on ne sait toujours pas combien de militaires ont réellement rejoint l'opposition ce jour-là. Dans le même temps Nicolas Maduro a voulu montrer qu'il gardait son contrôle sur l'armée : dans un discours en présence du haut commandement militaire, il a appelé tous les soldats vénézuéliens à « combattre les putschistes ».

Juan Guaido ne se décourage pourtant pas, il appelle à la grève générale et à la poursuite des manifestations alors que les affrontements ont fait de nouvelles victimes. Le président vénézuélien a appelé les soldats à se tenir prêts à toute éventualité.

En particulier « aux menaces interventionnistes de l'empire américain » selon ses mots. Car d'après lui, il est évident que derrière Juan Guaido, ce sont les États-Unis qui sont à l'œuvre pour déstabiliser le pays et justifier une intervention militaire.

La tentative de soulèvement militaire de mardi a provoqué des manifestations monstres contre le président dans tout le Venezuela, mais dans la soirée ce dernier a affirmé avoir déjoué une "escarmouche putschiste".

Le lendemain, à l'occasion de la Fête du travail, des milliers de Vénézuéliens sont retournés dans la rue pour exiger son départ et soutenir Juan Guaido, qui est reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays. De violents heurts avec les forces de l'ordre ont éclaté.

Lors d'un entretien téléphonique mercredi avec son homologue russe Serguei Lavrov, Mike Pompeo a accusé Moscou de "déstabiliser" le Venezuela. M. Lavrov a rétorqué que "l'ingérence de Washington dans les affaires du Venezuela est une violation flagrante du droit international".

Les États-Unis soutiennent l'opposant Juan Guaido et l'ont reconnu comme président du pays. La Russie, elle, continue de soutenir Nicolas Maduro.

Quelque 2,7 millions de Vénézuéliens ont fui le pays depuis 2015, face aux pénuries de biens de première nécessité et de médicaments, selon les chiffres de l'ONU.

Sources : RFI, AFP

Un faux-air de Guerre froide alors que Moscou place ses pions à Cuba

3 mai 2019

La perspective agite bien des fantasmes dans la région : la Russie avance ses pions à Cuba, rappelant la grande époque du bloc soviétique, mais elle n'a plus l'intention de subventionner l'île, préviennent plusieurs experts.

Mercredi à La Havane, Raul Castro, premier secrétaire du Parti communiste cubain, a justement reçu la plus haute distinction du Parti communiste russe, l'ordre de Lénine.

En recevant le prix, l'ex-président a souligné "les relations historiques" entre les deux pays, "qui aujourd'hui se renforcent et se renouvellent".

Le rapprochement n'est pas nouveau, mais s'accroît au rythme des sanctions de Washington contre Cuba, accusé de soutenir militairement le gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro... autre allié de Moscou.

"Cette politique isole les Etats-Unis de Cuba et nous ouvrons la porte à une plus grande présence de la Chine et la Russie sur l'île", s'inquiète Ric Herrero, directeur du Groupe d'études sur Cuba, qui réunit des Cubano-Américains prônant l'ouverture économique et politique.

Les ambassadeurs européens sur l'île ont convié il y a peu leur homologue russe à leur réunion mensuelle. Il leur a détaillé la collaboration entre La Havane et Moscou, avec la volonté de l'accroître, selon plusieurs participants.

Après des échanges commerciaux de 350 millions d'euros en 2018, les investissements russes vont permettre d'augmenter de 20% la production d'énergie cubaine et de rénover les 14 avions de la compagnie nationale Cubana de aviacion, a assuré l'ambassadeur.

Un prêt de 38 millions d'euros pour moderniser l'industrie militaire cubaine, un milliard pour rénover les voies ferroviaires, des accords dans le nucléaire civil et la cybersécurité : "qu'il y ait un regain d'activité, c'est indéniable", note Ric Herrero.

"Cela fait partie d'un effort plus large de la Russie pour déstabiliser les Etats-Unis, plutôt que de créer un satellite soviétique à moins de 200 kilomètres des côtes (américaines) comme sous la Guerre froide".

L'île socialiste, menacée de perdre le soutien pétrolier du Venezuela, est surtout en quête d'argent frais. "Il y a un besoin de pétrole, bien sûr", explique Santiago Pérez, sous-directeur du Centre cubain de recherches en politique internationale. Puis "Cuba a besoin d'exporter et la Russie est un marché de 143 millions" d'habitants.

Selon lui, ce mariage est d'intérêt "mutuel" car, "pour la Russie, Cuba est un acteur important en termes de puissance morale" pour faire contre-poids à Washington : "la relation avec la Russie nous est vitale actuellement, mais je crois que pour eux aussi".

Source : AFP

Carnival, première cible devant la justice américaine de Cubains spoliés en 1959

2 mai 2019

Ce jeudi entre en vigueur le chapitre III de la loi Helms Burton, une loi américaine votée en 1996 qui permettra notamment aux exilés cubains d'engager devant des tribunaux américains des poursuites judiciaires contre des entreprises étrangères installées à Cuba, sur des terres qui auraient été spoliées après la révolution cubaine.

Mercredi, Donald Trump a nettement accentué la pression économique sur Cuba en limitant les voyages et les transferts d'argent américains, tout en ouvrant la voie à des milliers d'actions en justice contre des entreprises étrangères présentes sur l'île socialiste.

Faisant fi des menaces de représailles commerciales lancées par l'Union européenne, premier partenaire économique de La Havane, Washington a encore plus nettement tourné le dos au rapprochement entamé sous le mandat du président démocrate Barack Obama.

"Les frères Castro et leurs amis du parti communiste ont volé ce qui appartenait à mon grand-père" : soixante ans après la révolution à Cuba, Mickael Behn a été l'un des premiers, jeudi, à demander réparation devant la justice américaine pour les biens confisqués à sa famille.

Cet Américain d'origine cubaine s'est attaqué, avec Javier Garcia Bengochea, au numéro un mondial des croisières Carnival pour son utilisation de terminaux portuaires à Santiago de Cuba et à La Havane, dont les deux hommes revendiquent la propriété.

C'est un tribunal fédéral de Miami qui a été saisi.

Carnival, dont le siège se trouve en Floride, "fut le premier groupe de croisières à bénéficier de notre propriété volée, il mérite donc l'honneur peu enviable d'être le premier à être poursuivi dans le cadre de (la) loi" Helms-Burton, a dit M. Garcia Bengochea.

Avec l'application du chapitre III de la loi Helms Burton, la justice américaine peut être saisie de demandes visant l'Etat cubain, mais aussi des entreprises privées considérées comme bénéficiant du "vol" de ces biens.

Plusieurs centaines de recours pourraient être déposés aux Etats-Unis contre quiconque est accusé par des ayants-droit d'avoir tiré profit des nationalisations.

Autre plaignant attendu dans les prochains jours : José Ramon Lopez Regueiro, qui avait 6 ans quand son père a fui Cuba.

Ses biens, comme ceux de nombreux riches Cubains, ont été confisqués par le régime castriste. Il était, entre autres, actionnaire majoritaire de l'aéroport Rancho Boyeros de La Havane, de la compagnie aérienne Cubana de Aviacion, de quatre hôtels et d'un journal.

"Je vais déposer en premier la réclamation concernant l'aéroport de La Havane et Cubana de Aviacion".

Il compte cibler "tous ceux qui utilisent" cet aéroport, comme les compagnies American Airlines, Aeromexico, Air Canada, Air France et Iberia.

L'ancien président américain Barack Obama avait engagé un réchauffement des relations avec Cuba en 2014 mais son successeur républicain Donald Trump a fait marche arrière, rétablissant notamment des sanctions contre ce qu'il a appelé la "troïka de la tyrannie", formée de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela.

Dans ce contexte, la pleine application de la loi Helms-Burton vise à affaiblir le régime cubain, considéré par Washington comme le marionnettiste des présidents Nicolas Maduro à Caracas et Daniel Ortega à Managua.

Selon l'avocat Jason Poblete, expert en matière de sanctions internationales, les investisseurs potentiels ayant des intérêts aux États-Unis vont désormais réfléchir à deux fois avant de réaliser une transaction à Cuba impliquant une propriété confisquée. Un avis partagé par d'autres observateurs.

Donald Trump a accru encore davantage la pression sur La Havane mardi en menaçant d'instaurer un embargo "total" sur l'île si elle continuait de soutenir le dirigeant vénézuélien Nicolas Maduro, tandis que des soldats se soulevaient contre lui.

L'UE, premier investisseur étranger sur l'île, et le Canada, ont jugé la décision américaine « regrettable ». Bruxelles va « réagir » à la pleine entrée en vigueur de la loi Helms-Burton, a déclaré la cheffe de la diplomatie européenne.

Sources : AFP, RFI

A Cuba, un 1^{er} mai pour Maduro et contre Trump

1^{er} mai 2019

Le défilé du 1^{er} mai à Cuba était placé sous le double signe du soutien au Venezuela du président Nicolas Maduro et de l'opposition au président américain Donald Trump qui a menacé l'île d'un embargo "total".

Des centaines de milliers de Cubains ont commencé à défiler sur la place de la Révolution au cœur de La Havane, en présence du président Miguel Díaz-Canel et son prédécesseur Raúl Castro et avec pour slogan : "Unité, Détermination et Victoire".

Mardi, après la tentative de soulèvement de l'opposant vénézuélien Juan Guaido, M. Trump a appelé Cuba à cesser son soutien militaire au régime de M. Maduro en menaçant d'instaurer "un embargo plein et total" sur l'île.

Une menace rejetée "énergiquement" sur Twitter par M. Diaz-Canel selon lequel "il n'y a pas d'opérations militaires, ni de troupes cubaines au Venezuela".

Washington a multiplié ces derniers mois les mises en garde et les sanctions contre La Havane, soumise à un embargo américain depuis 1962.

Depuis les premières heures de cette journée fériée sur l'île, les Cubains se sont mis en route dans tout le pays vers les lieux de rassemblement fixés dans toutes les villes à l'appel de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC, seul syndicat).

Source : AFP

Panama : un président pour changer une image sulfureuse

2 mai 2019

Le président qui sera élu dimanche par les Panaméens aura pour tâche prioritaire de restaurer l'image du pays, ternie par le scandale des Panama Papers qui a révélé en 2016 le rôle du pays du Canal comme sanctuaire de l'évasion fiscale pour célébrités ou magnats des affaires.

Cette année-là, plus de 11,5 millions de documents confidentiels issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca, détaillant des informations sur plus de 214.000 sociétés offshores ont été dévoilés.

Les noms du footballeur argentin Lionel Messi, du cinéaste espagnol Pedro Almodovar ou de l'acteur chinois Jackie Chan ont ainsi été livrés, avec ceux d'environ 150 milliardaires, hommes politiques ou chefs d'Etat ou de gouvernement.

Dans le gratte-ciel aux baies miroitantes où Mossack Fonseca avait son siège, il n'y a plus trace du cabinet d'avocats par lequel le scandale est arrivé, mais trois ans plus tard le Panama n'a toujours pas réussi à se laver de sa réputation sulfureuse et bataille toujours pour être retiré de plusieurs listes noires de paradis fiscaux.

"Dès le premier mois, nous réunirons des acteurs du secteur privé et des membres (et) anciens membres du gouvernement pour restaurer le nom du Panama sur la scène internationale", a lancé au cours d'un débat télévisé le candidat de l'opposition sociale-démocrate Laurentino Cortizo, un chef d'entreprise âgé de 66 ans qui mène la course dans les sondages.

Pour son principal rival aussi, l'ancien ministre des Affaires étrangères Romulo Roux (droite), "il faut défendre l'image du pays" : "notre secteur des services est attaqué, et malheureusement nous n'avons pas su nous défendre", déplore-t-il.

"L'image du pays est atteinte. Je participe régulièrement à des transactions internationales et très souvent nous n'avons pas pu conclure des contrats d'investissement importants en raison de notre inscription sur des listes noires", explique à l'AFP l'ancienne ministre du commerce Gisela Alvarez de Porras.

Déjà, le gouvernement sortant a adopté une série de mesures pour tenter de rétablir la réputation du Panama et la compétitivité de son secteur financier : désormais, contribuer à l'évasion fiscale est un délit pénal passible de prison et les institutions financières panaméennes doivent transmettre des informations de manière automatique.

Carlos Garcimartin, économiste au Panama de la Banque interaméricaine de développement (BID), salue ces "grands progrès en matière de transparence fiscale", et l'Union européenne et le Groupe d'action financière internationale (GAFI) ont rayé le Panama de leurs listes noires... Mais le pays du Canal est toujours considéré comme suspect.

"Personne ne veut créer des sociétés dans un pays qui est soumis à des enquêtes et qui est observé par tout le monde", explique à l'AFP l'économiste Francisco Bustamante, ancien du BID.

Pourtant, "l'argent n'est pas au Panama", assure-t-il, en soulignant qu'il y a 120 milliards de dollars dans le système bancaire panaméen, tandis que l'évasion fiscale a totalisé 340 milliards de dollars en 2016 pour la seule Amérique latine.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

Dans le monde, 214 millions de femmes veulent éviter une grossesse, mais n'utilisent pas les méthodes modernes de contraception

30 avril 2019

La question de la santé reproductive et des droits sexuels et reproductifs est l'un des problèmes les plus pressant du moment, a affirmé mardi la Ministre des affaires étrangères de la Suède, Margot Wallström, lors d'un événement dans le cadre du cinquantenaire du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), au Siège de l'ONU à New York.

« Les temps sont difficiles. Nous en avons eu un rappel la semaine dernière, lorsque l'ONU a adopté la résolution 2467 sur les violences sexuelles en période de conflit », a déclaré Margot Wallström, qui était la conférencière invitée de la Conférence commémorative Rafael Salas, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'UNFPA.

Elle s'est félicitée de l'adoption par le Conseil de sécurité de cette résolution, qui « fait progresser la question en mettant l'accent sur les victimes, y compris les enfants conçus à partir d'un viol ». Elle a toutefois regretté que la santé et les droits sexuels et reproductifs ne soient pas inclus dans le texte, ce langage ayant été bloqué par les États-Unis et d'autres pays.

« En d'autres termes, la communauté internationale n'a pas pu s'accorder sur la nécessité de garantir des droits fondamentaux à la santé en matière de sexualité et de procréation et aux droits des victimes de violences sexuelles en période de conflit.

Devons-nous priver ces victimes des contraceptifs d'urgence ? Des avortements sans dangers ? Du droit de connaître leur corps, le VIH et le sida ? Avec toutes nos connaissances, avec tout ce que nous savons et dont nous sommes capables : est-ce là où nous voulons être ? », a demandé la Ministre. « Le corps féminin est devenu un champ de bataille ».

Selon le dernier rapport sur l'état de la population mondiale, quelques 214 millions de femmes veulent éviter une grossesse, mais n'utilisent pas les méthodes modernes de contraception ; 1 naissance sur 5 a lieu sans l'assistance d'un personnel de santé qualifié ; et chaque jour, plus de 800 femmes meurent de causes évitables au cours de la grossesse et de l'accouchement.

Selon la ministre, ces luttes contre l'égalité des sexes et les droits des femmes « interviennent en même temps que nous assistons à un déclin de la démocratie dans le monde ».

« Partout où l'autoritarisme gagne du terrain, les femmes semblent toujours être les premières à en subir les conséquences ».

Elle a mentionné le Prix Nobel Denis Mukwegue, en tant que « modèle pour les hommes et les garçons ». L'égalité des sexes ne peut être atteinte sans les hommes a signalé Mme Wallström, soulignant leur rôle intégral dans la responsabilité parentale partagée, les opportunités économiques, l'éducation et la rémunération.

Source : ONU

Liberté de la presse : l'ONU appelle à défendre les droits des journalistes face à la violence et la haine

2 mai 2019

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et la cheffe de l'UNESCO, Audrey Azoulay, ont appelé à défendre les droits des journalistes dans un contexte de montée des discours de haine contre les médias et d'une recrudescence d'actes de violence contre eux.

« La liberté de la presse est une condition sine qua non de la paix, de la justice, du développement durable et des droits de la personne. Il ne saurait y avoir de pleine démocratie sans accès à une information transparente et fiable », déclare M. Guterres dans un message pour cette journée, qui est célébrée officiellement le 3 mai.

« La liberté de la presse est la pierre angulaire de l'édification d'institutions justes et impartiales ; elle permet aussi de mettre les dirigeants devant leurs responsabilités et d'exprimer la vérité face aux puissants ».

« L'espace civique se restreint à un rythme alarmant partout. En outre, la montée des discours de haine contre les médias engendre une recrudescence d'actes de violence et de harcèlement contre les journalistes, surtout les femmes », souligne M. Guterres, qui se dit particulièrement alarmé par la multiplication des attaques et l'existence d'une culture de l'impunité.

D'après les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), près de 100 journalistes ont été tués en 2018 et des centaines se retrouvent derrière les barreaux.

Source : ONU

Moyen-Orient et Afrique du Nord : l'UNICEF a vacciné plus de 34 millions d'enfants depuis début 2019

2 mai 2019

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé jeudi avoir vacciné plus de 34 millions d'enfants dans des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord depuis le 1^{er} janvier 2019.

Ces vaccinations ont été réalisées en collaboration avec des gouvernements, des ONG partenaires et d'autres agences onusiennes dans des pays touchés par le conflit et les pays accueillant des réfugiés, notamment en Iraq, en Jordanie, en Libye, en Syrie, au Soudan et au Yémen.

Cependant, les enfants ayant besoin de vaccination, en particulier dans les zones de conflit, ont beaucoup moins de chances d'y avoir accès. L'UNICEF appelle à des mesures immédiates pour que chaque enfant soit vacciné.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 1 enfant sur 5 vit dans un conflit ou dans des pays touchés par un conflit. Les enfants n'ayant que peu ou pas d'accès à la vaccination courent un risque beaucoup plus élevé de contracter des maladies graves et même de mourir.

Et lorsque les enfants manquent de vaccins, le risque de propagation des maladies augmente pour tout le monde. Conséquence directe des conflits, des maladies qui ont longtemps disparu de la région ont fait un retour menaçant, comme la poliomyélite.

Source : ONU

Ce milliardaire veut construire un immense yacht pour collecter 5 tonnes de plastique par jour !

2 mai 2019

Alors que la question des déchets plastiques est de plus en plus préoccupante, certaines initiatives sont à souligner. Le milliardaire norvégien Kiel Inge Røkke porte le projet de construction d'un yacht géant, dont la mission sera de collecter plusieurs tonnes de déchets plastiques chaque jour.

Kiel Inge Røkke est un des hommes les plus riches de Norvège. Et pourtant, celui-ci a commencé sa vie active en tant que pêcheur à l'âge de 18 ans. Aujourd'hui, l'intéressé est à la tête de l'une des plus importantes sociétés de pêche au monde, et d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars !

Il a conclu un partenariat avec le WWF afin que son yacht – le REV – puisse effectuer des missions de collecte des déchets marins. Il est également question de missions d'exploration destinées à trouver des réponses aux problématiques concernant le changement climatique, la pollution ainsi que la surpêche.

La première mission de ce géant des mers est prévue pour début 2021.

Il y a quelques semaines, le WWF avait indiqué que la présence de plastique dans les océans pourrait augmenter de 50 % au cours de la décennie 2020-2030. En parallèle, l'ONG pointait également du doigt le fait que la production de plastique devrait augmenter de 41 %.

Source : SciencePost

EURASIE

Le Parlement britannique déclare « l'urgence écologique et climatique »

2 mai 2019

Le vote du Parlement intervient après une série d'actions de blocages organisées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique.

Le Parlement britannique est le premier à déclarer « l'urgence écologique et climatique ».

La motion du Labour a été votée mercredi 1^{er} mai, a annoncé le parti travailliste. « Grâce aux pressions du parti travailliste, le Royaume-Uni vient de devenir le premier pays à déclarer une urgence pour le climat et l'environnement, a indiqué le parti. Le moment est venu de prendre des mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique ».

La motion votée par le Labour n'est toutefois pas contraignante même si le chef du parti, Jeremy Corbyn, espère que ce vote « déclenchera une vague d'action de la part des Parlements et des gouvernements du monde entier ».

Cette décision intervient après une série d'actions de blocages menées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique. L'organisation, qui prône la désobéissance civile, a salué cette décision sur son compte Twitter.

Extinction Rebellion a toutefois dit attendre des « actions décisives », ajoutant que « la pression exercée sur nos politiciens va désormais s'accroître ».

Actuellement, le Royaume-Uni vise une réduction de 80% du volume net des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'ici 2050.

Sources : Le Figaro, AFP

GB : Impliqué dans le dossier Huawei, le ministre de la Défense a été limogé

2 mai 2019

La Première ministre britannique, Theresa May, a limogé mercredi son ministre de la Défense Gavin Williamson, soupçonné d'avoir laissé fuiter des informations confidentielles relatives à l'opérateur chinois de réseaux télécoms Huawei.

Le limogeage soudain de Gavin Williamson, qui réfute les accusations qui le visent, est un nouveau coup dur pour la Première ministre fragilisée par sa gestion du Brexit et qui doit surmonter les attaques venant du Parti conservateur.

Le quotidien britannique The Telegraph a révélé la semaine dernière que Londres allait autoriser Huawei à contribuer au déploiement de la 5G au Royaume-Uni au moment où un nombre croissant de pays s'interrogent sur les liens existants entre le groupe chinois et Pékin.

Le départ de Gavin Williamson est le dernier en date d'une longue liste de démissionnaires, le plus souvent partis de leur propre chef car en désaccord avec la stratégie conduite par Theresa May dans le dossier du Brexit.

Source : Reuters

Européennes : Viktor Orbán et Matteo Salvini affichent leur proximité à Budapest

3 mai 2019

Viktor Orbán et Matteo Salvini se sont retrouvés jeudi à Budapest. À moins de quatre semaines des élections européennes, le Premier ministre hongrois, suspendu par sa propre famille politique, le Parti populaire européen (la droite européenne), n'a pas renoncé à rencontrer l'une des figures de l'extrême droite continentale, alliée à ce stade à Marine Le Pen.

Le vice-chancelier autrichien d'extrême droite, Heinz-Christian Strache, est attendu la semaine prochaine dans la capitale hongroise. Marine Le Pen, elle, reste persona non grata. Son parti sent toujours le soufre pour les Hongrois. Les amis de Matteo Salvini ne sont pas forcément ceux de Viktor Orbán.

Source : RFI

Italie : Giuseppe Conte souhaite que Siri quitte le gouvernement

2 mai 2019

Le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, a déclaré jeudi qu'il allait proposer lors du prochain conseil des ministres le limogeage du secrétaire d'Etat aux Transports Armando Siri, impliqué dans une affaire de corruption.

Le secrétaire d'Etat, qui est aussi conseiller économique du chef de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, a été placé sous enquête par le parquet, en avril, pour avoir accepté des pots-de-vin en vue de préserver les intérêts de sociétés du secteur des énergies renouvelables.

Le chef de file du Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) Luigi Di Maio a déclaré de son côté espérer que le renvoi de Siri ne provoquerait pas l'éclatement de la coalition de gouvernement. La décision en conseil des ministres pourrait être prise le 8 ou le 9 mai, a-t-il précisé.

La décision de Conte de le démettre de ses fonctions va accentuer les tensions entre les deux composantes du gouvernement - Ligue et M5S -, qui ont laissé apparaître au grand jour leurs divisions sur de nombreux dossiers à l'approche des élections européennes de la fin mai.

Source : Reuters

Cinq ans après, l'Ukraine commémore la tragédie d'Odessa

2 mai 2019

L'Ukraine commémore jeudi la tragédie du 2 mai 2014 à Odessa, au cours de laquelle 48 personnes, principalement prorusses, avaient péri dans un incendie, alors que l'ONU a critiqué Kiev dans un rapport pour ne pas avoir retrouvé les coupables.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant la Maison des Syndicats d'Odessa, port sur la mer Noire dans le sud-ouest de l'Ukraine, où 42 militants prorusses sont morts il y a cinq ans, asphyxiés par de l'oxyde de carbone ou en sautant du bâtiment en flammes.

"Amenez les coupables devant la justice", disait une des banderoles affichées sur la scène jeudi. Les autorités locales ont renforcé la sécurité à Odessa et plus de 2.500 policiers ont été déployés pour éviter tout incident.

L'enquête sur ce drame, qui a eu lieu peu après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée et au début du conflit dans l'est de l'Ukraine, est toujours au point mort. Dans un rapport publié jeudi, l'ONU critique les autorités ukrainiennes pour ne pas avoir réussi à identifier les coupables.

Les relations entre l'Ukraine et la Russie sont extrêmement tendues depuis l'annexion de la Crimée, suivie d'une guerre dans l'est séparatiste du pays qui a fait près de 13.000 morts depuis son déclenchement, au printemps 2014. Kiev et les Occidentaux accusent la Russie de soutenir militairement les rebelles pro-russes, ce que Moscou dément.

Source : AFP

Démission du ministre chypriote de la Justice, fragilisé par une affaire de tueur en série

2 mai 2019

Le ministre chypriote de la Justice a remis sa démission jeudi, emporté par le scandale frappant la police depuis l'arrestation d'un tueur en série dont les crimes sont passés inaperçus pendant près de trois ans. Il a reconnu des "manquements apparents" dans la manière dont la police a enquêté sur des disparitions de femmes qui lui avaient été signalées.

Les corps de 4 femmes assassinées ont été découverts au cours des trois dernières semaines. Des enquêtes sont en cours sur 3 autres disparitions inquiétantes, dont 2 petites filles âgées de six et huit ans. Un officier de l'armée, placé en garde à vue la semaine dernière, a avoué 7 meurtres. Le tueur en série présumé prenait contact avec ses victimes via des sites de rencontre.

La police est accusée d'avoir négligé les enquêtes sur des disparitions inquiétantes en dépit de signalements.

Ce fut notamment le cas pour Marry Rose Tuburcio, une Philippine âgée de 39 ans qui est à ce jour la seule des quatre victimes découvertes à avoir été identifiée.

Lorsque des proches se sont rendus dans un commissariat pour signaler la disparition de cette femme et de sa fille de six ans, en mai 2018, la police leur a répondu qu'elles s'étaient sans doute rendues dans la partie nord de l'île, la République turque de Chypre du nord, qui a fait sécession après l'intervention militaire turque de 1974.

Source : Reuters

Tension à Paris pour des manifestations du 1er-mai sous haute surveillance

1^{er} mai 2019

Le traditionnel cortège du 1er-mai se déroulait mercredi à Paris dans une ambiance tendue et des nuages de gaz lacrymogène, avec des incidents sporadiques entre militants radicaux et policiers, déployés en force en raison des craintes de violences.

Plus de 150.000 personnes manifestaient dans toute la France, pour marquer la "Fête du travail", à l'appel des syndicats et des "gilets jaunes", en rébellion depuis plus de cinq mois contre le gouvernement. Dans la capitale, 40.000 personnes ont défilé, selon un comptage réalisé pour un collectif de médias.

Si les plus de 200 rassemblements à travers le pays se tenaient globalement dans le calme, l'atmosphère est vite devenue orageuse à Paris où la police a chargé et tiré des grenades lacrymogènes à plusieurs reprises pour disperser des centaines de "blacks blocs" -- militants anticapitalistes vêtus de noir et masqués.

Plus de 7.400 policiers et gendarmes ont été déployés dans la capitale -- théâtre de débordements spectaculaires lors des manifestations des "gilets jaunes" ces derniers mois -- pour faire barrage aux quelque "1.000 à 2.000 activistes radicaux" attendus par les autorités.

S'appuyant sur une récente loi "anti-casseurs" qui a fait polémique, le président Macron a réclamé que la réponse à ces "black blocs" soit "extrêmement ferme" en cas de violences, après des appels sur les réseaux sociaux à transformer Paris en "capitale de l'émeute".

L'an dernier déjà, 1.200 militants radicaux avaient perturbé la manifestation parisienne, marquée par de violents heurts. Des commerces avaient été dégradés ou incendiés, des véhicules brûlés.

Pour tenter de prévenir les violences, les forces de l'ordre ont interpellé quelque 200 personnes et procédé à plus de 12.000 contrôles préventifs, fouillant sacs et véhicules, selon le parquet de Paris.

Coincés entre "blacks blocs" et "gilets jaunes", les syndicats ont eu des difficultés à faire entendre leurs revendications ces derniers mois et tablaient sur cette journée de mobilisation pour regagner en visibilité.

Mais leur cortège a été perturbé par les échauffourées entre police et black blocs.

Malgré des appels à la "convergence" des luttes lancés par des responsables syndicaux ou politiques dans tout le pays, gilets jaunes et autres manifestants n'ont pas toujours défilé côte à côte.

Source : AFP